

Remarques de l'Association des Usagers des forêts d'Evreux et ses Environs (AUFÉE)

A monsieur le Commissaire Enquêteur, remise d'un document de 5 pages numérotées.

Rappel :

Les 425 ha de la forêt communale du massif de la Madeleine ont été acquis par DUP successives en 1975, 85, 89... avec des subventions de l'Etat, de la Région, du Département et des fonds municipaux pour un objectif très précis : que ce massif reste en zone naturelle et en tant que forêt périurbaine soit un lieu de ressourcement pour les populations.

A l'époque déjà on faisait état de plus de 50 000 visiteurs par an. Or depuis cette acquisition les habitants se sont appropriés cet espace ouvert au public, la prise de conscience de la nécessité de préserver les espaces naturels se sont accrues et les visiteurs ont augmenté en nombre.

La déviation provoquant une nette coupure entre les parties nord et sud (avec les inconvénients que nous développerons plus loin) détourne l'objectif d'acquisition de ce massif.

1. Ce projet est surdimensionné

L'AUFÉE est bien consciente que le développement d'une ville, l'amélioration des conditions de vie passent par des concessions allant vers un équilibre entre les contraintes environnementales et celles économiques.

Le législateur ne s'y pas trompé puisqu'il a substitué « à la notion d'infrastructure (routière, ferroviaire,...) celle de services rendus à la population. Ainsi l'espace naturel et rural, au-delà de sa fonction de production remplit des fonctions de protection des ressources naturelles, de conservation de la biodiversité..... de même le service transport se traduit en termes de de coûts collectifs et individuels.... » (rapport de la MISE du 26 avril 1999)

Or ce projet surdimensionné puisqu'avec les caractéristiques d'une quasi autoroute favorise le second volet au détriment du premier.

Lors de l'enquête de 1998 l'AUFÉE avait souligné ce fait et proposé une simple deux voies au nord pour désenclaver cette partie de la ville et une amélioration de l'existant au sud pour favoriser la circulation inter agglomération, le trafic extérieur étant aisément absorbé par l'autoroute A13.

L'entêtement des décideurs pour ce projet sud ouest traversant un secteur qui n'a vu aucun développement et privilégiant une urbanisation au nord sans apporter les solutions de déplacement a contribué à multiplier les problèmes, les coûts et les effets néfastes sur les espaces naturels dont la forêt. **Une absurdité complète !**

Qui plus est les trafics sont en constante diminution or le coordonnateur de la MISE écrivait pourtant « *Mais la remise en cause du choix du tracé sud ouest passera par le réexamen des évolutions de trafic sur les itinéraires paris-Caen* »

Ce qui est absolument ignoré !

De plus les demi-échangeurs n'offrent pas toutes les possibilités d'aller vers Caen ET vers Paris selon l'endroit où l'on habite, augmentant ainsi considérablement les trajets pour certains automobilistes et

par suite les coûts, les pollutions etc. ce qui va à l'encontre des préconisations de protection environnementale et des attentes du service transport.

2. l'impact sur la forêt et la vallée de l'Iton

2.1 La compensation des espaces déboisés

Elle doit être le double des surfaces de ces espaces soit environ 50 ha. Or le dossier n'indique pas où seront ces compensations. Ni à combien elles s'élèveront et si le coût est inclus dans les sommes annoncées par la presse : 93 M€.

Annexe N°2 rapport Natura 2000 DSOE il est précisé page 32 que 11,7 ha des 13,52 ha de la queue d'hirondelle ne seront pas boisés. Mais on ne dit pas où.

Ajoutons que les plantations doivent être faite avant tout début des travaux !

Comme le dossier des engagements de l'Etat ne figure pas au dossier il nous est difficile de croire sur parole les décideurs.

2.2. Impact sur la biodiversité

Dans l'annexe 3 «étude d'impact (1998) et études environnementales».

Nous y lisons que sur le territoire concerné par le projet de la déviation Sud Ouest, la Biodiversité est notoire , grâce à la diversité des biotopes (p 146).

- ✓ 440 espèces végétales dont 39 considérées remarquables et 1 à protéger (Airelle Pectinée)
- ✓ chiroptères (chauve souris) d'un grand intérêt, directement menacés (cavité route Potier)
- ✓ 77 espèces d'oiseaux nicheurs dont 23 remarquables
- ✓ 3 espèces de reptiles remarquables dont 1 assez rare (lézard des murailles)
- ✓ 7 espèces d'amphibiens dont 1 remarquable (grenouille agile)
- ✓ plus de 80 espèces d'insectes dont 17 remarquables et 1 protégée à l'échelon national , régional , et inscrite à l'annexe 2 de la directive européenne "Habitats Faune/flore : l'Agrion de Mercure
- ✓ parmi les espèces aquatiques recensées dans l'Iton, 6 espèces présentent un intérêt patrimonial dont 4 sont protégées à l'échelon national .

Au final, les principaux effets néfastes liés au projet de la déviation sud-ouest sont :

- la fragmentation des habitats et la rupture des continuités écologiques
- la destruction directe et le risque de destruction accidentelle d'habitats et d'espèces durant la phase travaux
- l'augmentation des risques de collision
- le risque d'amplification du développement des espèces exotiques envahissantes .

Après un inventaire aussi alarmant, il est affirmé que "ces incidences ne sont pas susceptibles de remettre en cause le projet si les mesures d'accompagnement préconisées sont mises en place "

Où est le dossier des engagements de l'Etat afin que nous soyons sûrs que que ce mesures d'accompagnement seront mises en place?

2.3. Les effets du défrichement

Dans le rapport du Cete, (annexe 3) monsieur J.F.Breudaud confirme tous les effets néfastes du déboisement sur la biodiversité. Il ajoute que la circulation est à l'origine de dérangements des populations animales auxquels il faut ajouter la mortalité par collisions.

Il précise que les effets induits par l'ouvrage sont souvent sous-estimés et que les effets cumulatifs sont mal connus, ceux-ci étant liés à la contamination du milieu par des molécules toxiques générées par le trafic mais aussi par des effets de différentes natures qui s'additionnent (bruit, lumière, dérangement, feu...)

Dans cet inventaire des êtres vivants il ne faudrait pas oublier l'être humain car les effets décrits ci-dessus (bruit, molécules chimiques entre autres) dégraderont la qualité de l'espace de bien-être que viennent rechercher les promeneurs.

2.4. Impact paysager

Dans ce même rapport du Cete, au paragraphe III.3. la conclusion est claire :

« Le défrichement de part et d'autre de la route Potier et le long de la zone d'activité aura probablement un effet « traumatisant » pour l'utilisateur habitué ou non à fréquenter le secteur. De nouvelles perspectives vont apparaître et l'utilisateur s'apercevra très concrètement des effets dommageables sur l'environnement de l'implantation d'une infrastructure »

La solution préconisée pour remédier à cet effet traumatisant serait de garder un rideau arboré sur une largeur d'au moins 5 m de large sur les axes les plus fréquentés.

Il est difficile de comprendre ce qu'on entend par là puisque de part et d'autre de la route dans ce secteur la forêt est déjà présente.

2.5. Impact sur les zones Natura 2000

De même le rapport de l'évaluation des incidences sur Natura 2000 précise « Les destructions des milieux calcicoles, liées au projet, concernent environ 9,35 ha Les reboisement tel qu'initialement prévus représentent une destruction de 13,5 ha d'habitats calcicoles, soit plus que les destructions liés à l'aménagement lui-même.

Plus que les superficies concernées, c'est bien une partie de perte de connectivité générale qui peut être induite par le projet, isolant les noyaux Natura 2000 les uns des autres...provoquant à terme une perte de biodiversité.

Au final la perte de connectivité représente une incidence forte, indirecte et permanente du projet »

Même remarque pour la prolifération des espèces envahissantes.

Comment minimiser cela ? Pas de proposition dans le dossier !

3. les diverses pollutions

Toujours dans le dossier de la MISE les recommandations sont (entre autres)

- ✓ réduire l'impact sur la forêt d'Evreux (flore, faune, bruit)
- ✓ mettre en place les dispositifs de contrôle (et de secours) de la pollution accidentelle liée à la chaussée pendant et après les travaux

3.1. l'eau

Si le dossier précise les précautions prises après les travaux le rapport de l'hydrogéologue met l'accent sur les risques encourus par le captage de Chenappeville pendant les travaux et par conséquent sur la nécessité de prévoir des captages de remplacement pendant cette période.

Lesquels ?

Ceux de la Queue d'hirondelle ont une turbidité telle que leur eaux doivent être mélangées à celle de Chenappeville en temps normal. En cas de problème, le traitement de ces eaux provoquera une surcharge de l'usine de traitement donc un surcoût que devra supporter le budget de l'eau alors qu'il s'agira d'une conséquence de la déviation.

Ceux de la vallée en dessous de l'hôpital de la Musse contiennent des résidus médicamenteux déversés dans l'Iton au droit des captages tant que le raccordement à la nouvelle station d'épuration des eaux usées ne sera pas effectif. Il faudra donc attendre la suppression du réseau unitaire de l'hôpital de la Musse et l'installation d'un réseau public d'assainissement route de la Bonneville soit au bas mot plusieurs années, et de lourds investissements actuellement non financés par la collectivité. Ce projet est donc une déception au public de ce patrimoine naturel et historique et pendant dix ans pour aider la collectivité à faire que ce massif forestier apporte une qualité de vie aux habitants de l'agglomération voit dans ce projet l'annulation de tous ses efforts et surtout :

- les usagers de la forêt dépossédés d'un espace nécessaire à leur santé, leur bien-être
- des impôts supplémentaires pour financer cette réalisation en disproportion avec les besoins exprimés
- un coût de l'eau qui va devenir exorbitant et insupportable pour le plus démunis, conséquence directe de cette déviation
- une détérioration de la biodiversité, une destruction de la forêt par son morcellement
- une augmentation de la pollution sonore et atmosphérique par un allongement de trajets et une augmentation de la vitesse des véhicules

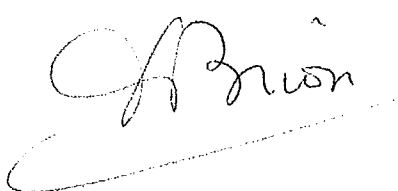
Tout dans ce dossier est à revoir si l'on veut respecter la loi qui met en regard les services rendus à la population à la place de la notion d'infrastructure routière.

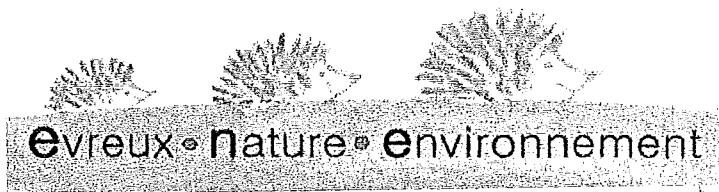
Une deux voies et des ronds-points à la place des échangeurs ou demi-échangeurs seraient amplement suffisants pour répondre rapidement aux besoins des populations locales au vu de la baisse des trafics et du non développement de la ZI N°2.

Ainsi seraient facilités les déplacements avec un minimum d'effets désastreux sur l'environnement

Au contraire c'est une occasion inespérée de repenser la ville et l'agglomération.

En conséquences de quoi nous demandons à monsieur le Commissaire enquêteur d'émettre un avis défavorable à ce projet.

La Présidente
Danielle Bruon




Association N° 027 3010324

Adresse postale : 6b Rue du Neubourg 27000 EVREUX
www.evreux-nature-environnement.org

Le 21 décembre 2012

Monsieur Gilles Dufour
Commissaire Enquêteur

Objet : DEVIATION SUD OUEST D'EVREUX
Section Cambolle (RN 1013) – LES FAYAUX (RD 6154)
Enquête publique du 21 /11 au 22/12/2012

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Evreux Nature Environnement (ENE) est une association membre du réseau France Nature Environnement, actuellement très impliquée dans les problèmes liés à l'alimentation en eau potable de l'agglomération.

C'est à ce titre que nous souhaitons vous faire part de nos observations, dans le cadre de l'enquête publique citée en objet.

Tout d'abord, nous contestons la restriction de périmètre de l'enquête au seul titre des articles relatifs à la « loi sur l'eau ».

En effet, depuis 1999 et la déclaration d'utilité publique, les données routières ont largement évolué, et rien n'illustre mieux cette évolution que l'estimation de son coût qui semble avoir doublé en douze ans (annexe 1).

Depuis 1999, le public également a changé et beaucoup des habitants d'aujourd'hui ne peuvent pas être au fait des informations données il y a plus de dix ans. De plus, la sensibilité de ce public vis-à-vis de l'Environnement, est bien plus grande en 2012 qu'en 1998.

C'est pourquoi, afin d'éviter de devoir refaire l'enquête de 1998, nous vous demandons de ne pas déclarer "hors sujet" les observations du public qui ne concernent pas l'eau proprement dite, et au contraire de les intégrer dans votre rapport de fin d'enquête.

Nous avons donc réparti nos propres observations dans deux catégories : la Route et l' Eau .

LA ROUTE

1/ Le coût du projet :

Il manque dans le dossier une actualisation des précisions données en 1998, qui étaient exprimées en Francs (annexe 1).

En 2012, le public est dûment sensibilisé à l'endettement de l'Etat et des Collectivités Locales. Des observations de sa part, qui ne pourraient pas couvrir l'aspect coût seraient donc en décalage avec les préoccupations du moment.

2/ Ouvrages d'art :

Leurs plans manquent parfois de précision, et la présence de coupes est l'exception. C'est le cas pour les PS 6 , 7 et 8 , dans la partie la plus sensible du projet (D55/Chemin Potier), que le public ne peut pas se représenter dans l'espace, faute de coupes, et donc ne peut pas commenter de façon pertinente.

3/ La durée du chantier :

Nulle part dans le dossier cette précision n'est apportée, même pas avec les réserves légitimes en pareil cas.

Or les interruptions de routes, de voie ferrée, de fourniture d'eau potable, vont occasionner des gênes considérables.

Comment les apprécier sans connaître leurs durées, même approximatives ?

4/ Itinéraires provisoires :

Quels sont ceux prévus lors de l'instruction du dossier ?

Leur adéquation au trafic actuel a-t-elle été vérifiée ?

5/ Itinéraires définitifs :

Ci-joint (Annexe 2, 2pages) un tableau mettant en lumière un allongement de quelques trajets-types.

Le pétitionnaire confirme-t-il nos conclusions ?

6/ Reboisements compensatoires :

Le dossier précise bien qu'ils seront réalisés au double des surfaces déboisées. En revanche, aucune information concernant l'endroit ni le délai dans lequel ce reboisement serait réalisé.

Etant donné l'importance de la surface à reboiser, plus de 50 hectares, il y a lieu de s'inquiéter du fait que 14 ans après la prise d'engagement on en soit toujours au même point, et que même l'endroit ne soit ni défini, ni bien sûr acheté.

Nous ne pouvons nous contenter de faire confiance à l'engagement auquel le dossier fait référence.

7/ Le bruit :

Il peut s'apprécier en décibels, mais aussi par son différentiel avec le bruit ambiant. Et le tracé de la déviation traverse un secteur jusqu'ici exempt de camions. On peut imaginer que ces derniers, à pleine charge et dans la montée d'Arnières aux Fayaux vont être particulièrement bruyants et écourter les nuits des riverains.

En matière de bruit, il faut également rappeler l'importance des obstacles à sa propagation. La traversée de la vallée de l'Iton en est privée, et on peut penser que le bruit atteindra intact Arnières, Navarre, et peut-être même St Sébastien. 5000 habitants environ.

Si donc la déviation se fait, il faudra sérieusement revoir l'aspect bruit, et envisager toutes les protections connues : murs et revêtements de roulage.

8/ Biodiversité :

Sur le territoire concerné par le projet, la biodiversité est un fait, grâce à la diversité des biotopes, avec pas moins de 83 espèces remarquables, et 6 espèces à protéger, dont l'Agrion de Mercure.

Les effets néfastes liés au projet sont dûment identifiés :

- fragmentation des habitats et rupture des continuités écologiques.
- Destruction directe et risque de destruction accidentelle d'habitats et d'espèces durant la phase travaux.
- Augmentation des risques de collisions.
- Risque d'amplification du développement des espèces exotiques envahissantes.

Il n'est pas rassurant de lire que "ces incidences ne sont pas susceptibles de remettre en cause le projet, si les mesures d'accompagnement sont mises en place".

Or ces "mesures d'accompagnement" ne sont décrites nulle part dans le dossier.

De même, il est écrit que sur la réserve du Clos Vironvay, il faudra déplacer la Gesse tubéreuse. Mais il n'est pas précisé non plus où elle sera replantée.

Pourriez vous, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, faire préciser ces différentes mesures par le pétitionnaire ?

L'EAU

1/ Arrêt du captage de Chenappeville :

L'Hydrogéologue agréé préconise l'arrêt de ce captage pendant la réalisation du bassin N°2.

Cette préconisation n'est pas retenue par l'instructeur du dossier, sans qu'une explication claire et convaincante soit fournie.

Nous demandons que les préconisations de l'Hydrogéologue agréé soient intégralement prises en compte.

De plus, l'Hydrogéologue souligne l'importance des fouilles à réaliser à proximité du forage, et au risque de turbidité qui en résulte.

Ce captage doit par conséquent pouvoir être arrêté à tout moment jusqu'au terme du chantier.

2/ Qualité et suffisance de l'eau produite par les nouveaux forages :

L'arrêt de l'Hippodrome et de Chenappeville exige que les 12 nouveaux forages soient utilisés ou utilisables à leurs capacités nominales, faute de quoi l'alimentation en eau potable d'Evreux et de son agglomération ne serait pas assurée.

Ça n'est pas le cas actuellement :

Les 4 forages de La Vallée sont exposés au rejet de la STEP de La Musse. Ils ne représentent donc pas une ressource fiable jusqu'au démantèlement effectif de la STEP et au rejet hospitalier dans le réseau d'assainissement collectif.
Voir notre recours en cours d'instruction par le Tribunal Administratif de Rouen.

Les 4 forages des Coteaux et les 4 forages de La Queue d'Hirondelle, à fin 2011, n'avaient toujours pas donné lieu à exploitation. Nous suggérons qu'il soit demandé au GEA d'apporter la démonstration qu'il y a été remédié en 2012, et que ces 8 forages sont dorénavant capables de produire durablement et conformément aux volumes attendus. Par ailleurs, les analyses de 3 des forages des Coteaux manquent encore, et il est indispensable de faire ces analyses avant de compter sur la production du groupe de forages.

3/ Le bassin N°2 :

Le déplacement de ce bassin, du Nord (1998) au Sud (2012) de la chaussée de la déviation, le met au contact de maisons riveraines, et sans les aménagements précédents.

C'est anormal. On devrait au contraire prendre des précautions accrues, afin d'une part d'assurer la sécurité des enfants, d'autre part de tester les nuisances, olfactives par exemple, pour les riverains.

4/ Le dépôt de munitions Potier :

L'existence de ce dépôt a toujours été connue. Avant les Allemands, les troupes anglaises basées en 1939/40 vers l'actuelle BA 105 y auraient stocké des bombes. La dernière « inspection » remonte à 2006/2007 mais n'a pas pu aboutir à cause d'effondrements qui ne permettaient pas de progresser dans toutes les salles. La Préfecture de l'Eure était représentée à cette occasion, et il doit exister un rapport détaillé.

Nous rangeons ce point dans la catégorie EAU, car s'il reste là des munitions, il y a non seulement risque d'explosion, mais aussi risque de pollution de la nappe phréatique, comme c'est le cas pour les sites de batailles de la Grande Guerre, dans le Nord de la France.

Il est donc impératif de diligenter une véritable inspection de l'intégralité du site, sans plus attendre.

En conclusion

nous espérons vous avoir convaincu de donner un avis défavorable à ce projet qui ne répond que faiblement aux besoins des habitants et par contre cumule les impacts négatifs sur d'autres aspects de la qualité de vie que le seul facteur déplacement, l'eau et la biodiversité.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour Evreux Nature Environnement

Jacqueline Fihey

Présidente



DEVIATION EVREUX

Section Sud-Est + Section Sud-Ouest

(coûts estimés pour la seule voirie)

– Coût total estimé en 1998 (535 millions de francs)	81,4 M€
– Actualisation 1998/2006 (calcul approché)	100,1 M€
– Coût réel section SE (rapport DREAL 29/11/2010)	61,0 M€
– Reste	39,1 M€
– Actualisation 2006/2012 (calcul approché)	46,9 M€
– Coût annoncé pour section SO (rapport DREAL 29/11/2010).....	93,0 M€
– Dépassement prévu pour section SO	46,1 M€

Vous habitez	Vous allez en direction de	Vous devrez	Vous aurez à faire par rapport à actuellement	remarques
Navarre	ZI N°2 ou Paris	Aller jusqu'à Arnières	1 km de plus	Coût supplémentaire carburant* 50 €/an
	Hôpital Cambolle ou Caen	Aller jusqu'à Arnières puis sortir à l'échangeur près Glaxo et revenir	4 km de plus	Coût supplémentaire carburant 200 €/an
Baux Ste Croix, Aulnay etc.....	ZI N°2 ou Paris	Aller jusqu'à l'échangeur Glaxo	La même distance qu'actuellement (sans doute plus facile)	Un peu plus facile
	Hôpital Cambolle ou Caen	Aller jusqu'à l'échangeur Glaxo puis revenir sur vos pas	3 km de plus	Coût supplémentaire carburant 150 €/an
Centre ville	ZI N°2 ou Paris	Prendre le même chemin qu'actuellement	Deux ronds-points au lieu d'un grand	Perte de temps et risque d'encombrement
	Hôpital ou Caen	Prendre le même chemin qu'actuellement		Peu d'avantage
Saint-Sébastien	ZI N°2 ou Paris	Emprunter le demi-échangeur	Accès facilité	Un peu plus facile malgré un ½ échangeur compliqué
	Hôpital ou Caen	Vous ne pourrez pas prendre la déviation	Prendre le même chemin qu'actuellement	Peu d'avantage
Clos Vironvay ou village de la forêt	ZI N°2 ou Paris	Prendre le ½ échangeur de la forêt et aller jusqu'à Arnières puis revenir sur vos pas	3 km de plus	Coût supplémentaire carburant 150 €/an
		Ou aller aux ronds-points des Fayaux comme actuellement (deux ronds-points au lieu d'un)	Perte de temps et risque d'encombrement sur deux ronds-points plus petits que le grand actuel	Peu d'avantage
	Hôpital Cambolle ou Caen	Prendre le ½ échangeur de la forêt	Accès facilité	Accès facilité

Saint-Michel	ZI N°2 ou Paris	Même façon d'accéder qu'actuellement	Pas d'avantage et deux ronds-points au lieu d'un actuel	Peu d'avantage
	Hôpital Cambolle ou Caen	Même façon d'accéder qu'actuellement par l'avenue Foch		Peu d'avantage
Nétreville	ZI N°2 ou Paris ou Hôpital Cambolle ou Caen	Même façon d'accéder qu'actuellement	Deux ronds-points en allant vers Caen	Trajet allongé en allant vers Caen. Rien de changé en allant vers Paris
Avenue Foch, boulevard de Normandie	ZI N°2 ou Paris	Accès par Parville	1 km de plus mais plus facile	Trajet un peu allongé Diminution du bruit et de la pollution
	Hôpital Cambolle ou Caen	Même façon d'accéder qu'actuellement		Diminution du bruit et de la pollution
Clos Sainte-Anne	ZI N°2 ou Paris	Accès par les deux ronds-points des Fayaux	Deux ronds-points au lieu d'un	Pollution sonore par une route à 4 voies à 110 km/h Pollution air par consommation carburant accrue
	Hôpital Cambolle ou Caen	Accès par les deux ronds-points des Fayaux	Deux ronds-points au lieu d'un mais ensuite route plus facile	Pollution sonore accrue car route à 4 voies à 110 km/h Pollution air par consommation carburant accrue

*Coût du carburant seul pour 300 j /an et un aller et retour par jour à 1,35 € / L pour un véhicule consommant 6 L / 100 km.

(1)

ENQUETE PUBLIQUE DEVIATION SUD OUEST D'EVREUX CAMBOLLE (RN 1013) – LES FAYAUX (RD 6154)

AVIS DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DE L'EURE POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

(2 feuilles)

La Fédération Départementale de l'Eure pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, FDAAPPMA27 est une Fédération d'associations loi 1901 à caractère d'établissement d'utilité publique régie par les articles L434-3 et L434-4 du Code de l'environnement.

La FDAAPPMA27 est agréée en qualité d'association de protection de l'environnement par A.P. du 26/02/2004.

Après avoir consulté le dossier relatif au projet de déviation mentionné ci-dessus, en mairie d'Evreux, nous avons l'honneur d'émettre les observations suivantes :

1. Le dossier du projet de déviation a été réalisé en **1998** et prétendait répondre aux exigences réglementaires de cette époque.
Or, 14 ans après et malgré les notables évolutions concernant non seulement l'environnement mais également une meilleure connaissance des flux du transit automobile ainsi que les nuisances engendrées, le projet est toujours calé sur les données de 1998...
2. Le bureau de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de l'ITON a examiné le dossier et formulé des remarques, assortissant son avis de RESERVES qui n'ont pas été prises en compte.
Or, le SAGE de l'ITON a été approuvé par le Préfet et est opposable aux décisions administratives.
Nous participons depuis plus de 10 ans aux travaux du SAGE en qualité de membre du bureau de la CLE et nous nous étonnons de la désinvolture du pétitionnaire.
3. Nous sommes étonnés de ne pas trouver dans le dossier soumis à l'enquête publique l'avis environnemental des services de l'Etat concernant le projet présenté en 1998, projet toujours d'actualité aujourd'hui, pas plus d'ailleurs qu'un avis pour 2012.
4. Le décret n° 2011 – 2019 du 29/12/2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements n'a pas été pris en compte dans l'étude d'impact soumise à l'enquête publique.
5. Le SDAGE approuvé fin 2009 a-t-il été pris en compte ?

FEDERATION DE L'EURE POUR LA PECHE
LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE
BP 4125
27504 Pont-Audemer Cedex
02.32.57.10.73
secretariat@peche27.com

- 2
6. La FDAAPPMA27, dans le cadre de ses obligations statutaires a relevé dans ses investigations concernant l'AVAL du secteur de l'ITON impacté par les rejets des bassins de la déviation, de nombreux sites de reproduction de la **TRUITE FARIO** dont nous assurons le suivi d'année en année.

Les résultats des pêches électriques réalisées pendant l'été 2011 montrent un peuplement piscicole équilibré qui amène l'ITON à une classe de qualité excellente (secteur hippodrome – secteur centre-ville).

→ Les rejets seront impactants quant à la pérennisation de ces sites et nuiront à la reproduction de la TRUITE FARIO donc porteront atteinte à la biodiversité dans ce secteur de l'ITON.

L'étude fait état de la conformité des rejets en MES par rapport au « Guide Technique, Etat des Eaux de Surface en Seine Aval » mais ne tient pas compte de la sensibilité particulière d'un secteur au regard du critère de la reproduction piscicole

→ Enfin, il n'est aucunement tenu compte du nouveau contexte quantitatif observé depuis plusieurs années : étiage particulièrement sévère lié aux prélèvements nouveaux de la ville d'Evreux, ce qui implique de recalculer les flux et incidences...

-
- ✓ Nous sommes à la disposition de Monsieur le Commissaire Enquêteur pour apporter toute précision supplémentaire qu'il jugerait utile.
 - ✓ Egalement, nous sommes prêts à travailler avec le pétitionnaire à l'amélioration du projet de déviation.

AVIS DE LA FDAAPPMA27

En l'état actuel du dossier nous demandons à Monsieur le Commissaire Enquêteur de formuler un **AVIS NEGATIF** sur le projet de déviation soumis à l'enquête publique.

Fait à Evreux le 21/12/2012
Jean-Paul LAROCHE
Président FDAAPPMA27

FEDERATION DE L'EURE POUR LA PECHE ET
LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

B.P. 412
27504 Pont-Audemer Cedex
☎ 02.32.57.10.73
secrétariat@peche27.com
site : peche27.com



ASSOCIATION EQUILIBRE DE L'ITON

"Penser global plutôt que local"

chez Claude DOLIGÉ 23 rue Pierre de Coubertin 27000 EVREUX

tel: 02.32.33.45.52

Mail :equilibre.iton@free.fr

Association n° 0273009214

A

Monsieur le commissaire enquêteur
Mairie d'Evreux

Evreux le 20/21-décembre 2012

RE : Déviation Sud-ouest d'Evreux
Note à monsieur Gilles DUFOUR.

Monsieur,

Vice Président de cette association j'habite Navarre et j'ai hélas subi les montées des eaux en 1965, 1999, 2000, 2001, 2002 avec une hauteur d'eau d'environ 55cm à mon domicile. Vous comprendrez aisément que nous restons attentifs à toute modification dans notre secteur. Cette enquête publique dont nous avons pu consulter à loisir des pièces constitutives à la Préfecture nous interpelle sur de multiples points.

- Si ce projet est censé améliorer la circulation des véhicules : il m'améliore pas les flux dans Navarre mais au contraire les augmente ;
- en se remémorant la multitude des études diligentées par la ville, le Sage de l'Iton, le Saviton, le Dreal, on constate qu'il n'y a aucun recoupement positif ;
- Mauvaise gestion ou absence de précision concernant les débits des eaux pluviales, et ses bassins d'infiltration.
- non prise en compte des éléments cartographiques du Sage de l'Iton,
- détérioration permanente ou temporaire des zones humides du fond de vallée : compensation ?
- erreurs sur la modélisation des crues tant en superficie qu'en respect des hauteurs d'eau ; il peut y avoir mise en péril des habitants si celle-ci ne résiste pas avec un coefficient de sécurité pour respecter les calculs des 80m³/s on ne veut pas revoir tous les défauts de la digue de la rue des Domaines qu'il faut détruire aujourd'hui pour non respect des normes et le respect du travail bien fait .
- non respect de l'étude d'impact actuel car est pris en compte un document de 1998.

Nous n'avons pas listé la totalité des points importants et prouve ainsi la faiblesse du dossier. Un point que nous jugeons négatif est la présentation de ce dossier volumineux très intéressant mais très incomplet pour des personnes compétentes dans ce domaine mais non adapté pour des habitants novices à qui on aura bourré le crane de contre-vérités. Par la présente nous avons voulu porter à votre connaissance de multiples erreurs à corriger avant le début du chantier,

Veuillez croire, Monsieur, en l'expression de mes sentiments distingués.

Claude DOLIGÉ

Références: eqi118-00

Déviations Sud-Ouest d'Évreux

Autorisation au titre du Code de l'Environnement - Loi sur l'eau
Enquête publique du 22/11 au 22/12/2012

Observations et recommandations sur le dossier d'enquête

Sur la FORME

J'ai rencontré beaucoup trop de difficultés à rentrer dans le dossier. L'accessibilité à l'information n'est pas facilitée.

1. Le jargon technocratique, les abréviations, la terminologie, les schémas ésotériques auraient mérités un mode d'emploi et un lexique (à insérer en introduction)

Ne pas oublier que ce document s'adresse aux citoyens habitants ! Il n'y a pas que les voix du Seigneur qui sont « impénétrables ». Certaines parties de ce dossier le sont aussi !

Ce dossier de plusieurs centaines de pages aurait mérité une synthèse « grand public » avec renvois aux chapitres détaillés pour détails et approfondissements. : Revoir son ergonomie et les modules de sa communication.

Comment voulez-vous que le citoyen en mairie (1 seul exemplaire de disponible) puisse consulter, comprendre et ensuite donner son avis ?

Un lexique des termes utilisés aurait été apprécié pour les non-initiés (par ex : transects ?)

Un peu de pédagogie sert à mieux comprendre et à mieux vivre les réalités !

2. Des panneaux (60 X 43 cm) d'affichage de l'arrêté préfectoral ont été mis en place sur le site à la rencontre des citoyens.
 - a. Seuls les piétons et randonneurs égarés, le nez sur le panneau c'est-à-dire à environ 50 cm peuvent lire ce texte ! C'est tout à fait ubuesque.
 - b. L'intention est louable. Ces panneaux ont le mérite de positionner l'ouvrage et ses emprises.
3. Au titre des documents, des vues en perspective, c'est-à-dire en 3 D manquent. Elles auraient permis de visualiser et comprendre le schéma de fonctionnement du projet. C'est fortement regrettable.
4. Conclusions

Pourquoi un tel outil de Démocratie Participative n'est pas adapté à l'accessibilité des citoyens ?

Il convient de rappeler : Une bonne information permet de comprendre et une bonne compréhension permet de PARTICIPER !

- Les techniciens doivent aussi apprendre à COMMUNIQUER.
- Pensez à l'ergonomie des documents et aux différents modules de présentation.
- Pense-t-on aux citoyens ?

Dans ces conditions, on peut légitimement s'interroger sur le bien fondé et la portée des enquêtes publiques sollicitant l'avis des citoyens.

Bernard LENNE
rue des Marronniers
77000 EVREUX
02 32 38 19 62 / 06 08 62 65 55
bernard.lenne2@orange.fr

Note à Monsieur Gilles DUFOUR
Commissaire Enquêteur titulaire

CONCLUSIONS

C'est indéniable et incontestable :

Le projet de la déviation SO d'Évreux porte gravement atteinte à l'Environnement.

Les impacts les plus significatifs sont relativement bien identifiés. Cependant, on constate que les mesures d'évitement et de traitement sont insuffisamment prises en compte.

Les mesures de compensation sont esquissées et mal définies. Leur mise en œuvre n'est pas précisée.

Elles devraient faire l'objet d'un chapitre particulier avec la mise en place d'une structure dédiée à cette responsabilité et au suivi.

L'intérêt général et public du projet ne doit pas occulter son intégration dans son Environnement.

N'oubliez pas que ce projet traverse un site historique prestigieux bien perdu dans les mémoires locales.

Ce fût une villégiature très appréciée des princes et rois de France jusqu'à la démolition du château de Navarre en 1834.

Souvenez-vous ...Joséphine !

Vous condamnez déjà le théâtre romain situé sur la bretelle d'Arnières (en passant dessus !)

Pensez à ressusciter le christ du calvaire du souvenir. Il est épargné, lui !! (Restauration envisageable)

J'espère que ces observations et recommandations, voire les réserves, seront prises en considération et intégrées dans la mise au point définitive du projet.

Sinon, une enquête publique ça sert à quoi ! Pas simplement à répondre à une exigence réglementaire ?

Comment m'en assurer ?



Bernard LENNE

Évreux, le 20 décembre 2012



Groupe Mammalogique Normand

Mairie d'Epaignes – 27260 EPAIGNES
tél : 02.32.42.59.61 fax : 02.32.42.34.05

A Epaignes, le 17 Décembre 2012

Votre correspondante :

Emilie SAUVAGE

Chargée de mission *Plan d'Action Chiroptères*

e.sauvage@gmn.asso.fr

02 32 42 59 61

Monsieur Gilles DUFOUR

Commissaire enquêteur

Mairie d'Evreux

Place de l'Hôtel de ville

27001 Evreux cedex

Objet : Avis relatif à l'enquête publique portant sur le projet de déviation sud-ouest d'Evreux

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Après consultation du dossier relatif au projet de contournement sud-ouest d'Evreux, le Groupe Mammalogique Normand, association d'étude et de protection des mammifères, agréée *Protection de l'Environnement*, souhaite vous faire part de sa vive inquiétude quant aux impacts du projet sur les populations de chauves-souris locales, espèces strictement protégées par l'Arrêté Ministériel du 23 avril 2007.

Ce projet de contournement fait peser de lourdes menaces sur les chiroptères, déjà en forte régression pour certaines espèces.

A proximité immédiate du tracé de la déviation, enclavée entre une bretelle d'accès et la deux fois deux voies, se trouve une cavité souterraine (dite « de la route Potier »), site d'hibernation de plusieurs espèces de chauves-souris, dont le Grand Rhinolophe. Cette espèce hautement patrimoniale est très menacée en Haute-Normandie et il ne reste plus qu'une dizaine d'individus dans la vallée de l'Iton. Inscrit à l'Annexe II de la Directive européenne Habitats Faune Flore de 1992, le Grand Rhinolophe figure par ailleurs dans la catégorie « quasi-menacée » des listes rouges française et européenne.

A Arnières-sur-Iton, un ensemble de sites souterrains, situés entre 600m et 1.5km du tracé, accueille également plusieurs espèces en hibernation et en période d'accouplement. Les carrières Bapeaume constituent un site majeur pour la reproduction de trois espèces du genre *Myotis* : le Murin de Bechstein, le Murin de Daubenton et le Murin de Natterer. Ces sites jouent un rôle essentiel pour la conservation de ces espèces, puisqu'ils sont le lieu d'accouplement générant un brassage génétique au sein des colonies sur de vastes ensembles géographiques. Certains auteurs ont montré que les animaux provenaient de colonies situées à plusieurs dizaines de kilomètres (jusqu'à 40km) pour le Murin de Bechstein (Kerth *et al.*, 2003) et environ 25km pour les Murins de Daubenton et de Natterer (Parsons & Jones, 2003).

Le Groupe Mammalogique Normand a pour but d'étudier les différents mammifères et leurs écosystèmes, de participer à la protection de certaines espèces et de leurs milieux. Association selon la loi 1901

APE : 9499 Z SIRET : 42284512300021

Outre les menaces sur la pérennité de ces sites, il faut également considérer les impacts du projet sur la fragmentation des habitats. Par mortalité directe et dégradation des habitats, l'impact des routes peut induire un déclin des populations. Chez les chiroptères, toutes les espèces sont susceptibles d'être victimes de collisions. La mortalité accidentelle occasionnée par les collisions routières semble être largement sous-estimée et pourrait constituer l'un des principaux facteurs de mortalité chez les chauves-souris. Les Rhinolophidés semblent être particulièrement touchés. En raison d'un faible taux de reproduction, une petite diminution du succès reproducteur lié à un effet barrière induit par une route ou une augmentation sensible du taux de mortalité liée à des collisions routières peuvent affecter la viabilité des populations locales.

Ainsi, la construction et la mise en service de la déviation sud-ouest d'Evreux entrainera :

- une perte de zones d'alimentation et de gîtes pour de nombreuses espèces forestières
- une augmentation de la mortalité chez la plupart des espèces
- la perte du site d'hibernation « de la route Potier »
- une fragmentation de la forêt d'Evreux entravant les déplacements de nombreuses espèces
- une diminution de la fréquentation des carrières Bapeaume

Ces impacts auront des conséquences sur le maintien des espèces.

Le Ministère en charge de l'Ecologie a instauré, sur la période 2008-2013, un Plan National d'Actions en faveur des chiroptères, vaste programme de conservation des chauves-souris visant à enrayer le déclin des populations. L'une des actions prioritaires menées dans le cadre de ce plan est la protection des sites d'hibernation, de reproduction et d'accouplement.

Missionné par la DREAL Haute-Normandie pour assurer la mise en œuvre de la déclinaison régionale de ce Plan, le GMN souhaite une prise en compte des chiroptères dans le projet de déviation sud-ouest d'Evreux. Ainsi, il est indispensable que des aménagements soient prévus pour limiter l'impact du projet sur ces espèces menacées et protégées ; et que des mesures compensatoires d'envergure soient prises. Nous joignons à ce courrier une liste de mesures possibles.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à nos observations, je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Copies :

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Eure

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Haute-Normandie

Pièces jointes :

Propositions de mesures compensatoires

Statut juridique des chiroptères

Résumé des réglementations en faveur des chiroptères

le Président du Groupe Mammalogique Normand
M. François LEBOULENGER,

FZ-L-437



Place de l'église - Mairie d'Epaigues
27260 EPAIGNES
02 32 42 59 61
Tél/Fax 02 35 65 22 22
Répandeur

Le Groupe Mammalogique Normand a pour but d'étudier les différents mammifères et leurs écosystèmes, de participer à la protection de certaines espèces et de leurs milieux. Association selon la loi 1901

APE : 9499 Z SIRET : 42284512300021

Recommandations afin de réduire les impacts sur les Chiroptères

Afin de limiter l'impact de l'effet barrière et de limiter les risques de mortalité accidentelles, il nous semble essentiel de mettre en place :

- un passage supérieur boisé en forêt d'Evreux d'une largeur suffisamment importante pour que la plupart des groupes d'espèces puissent l'emprunter, idéalement supérieur à 50 mètres ;
- a minima un passage inférieur d'une largeur supérieure à 10 mètre et d'une hauteur de 2,5 mètres minimum permettant aux chiroptères troglodiles de gagner les carrières qui se trouveront isolées au nord-est du tracé et aux autres espèces de franchir la voie ;
- au mieux, la mise en place d'un **grand viaduc** de franchissement de la vallée de l'Iton (300 à 500 mètres), qui pourrait débiter dès le vallon de la route Potier permettant ainsi de s'affranchir de la mise en place du passage inférieur précité, et de n'avoir aucun impact sur les berges de l'Iton ;
- d'éviter tout éclairage de la voie en milieu forestier et lors du franchissement de l'Iton, ou si nécessaire, utiliser des lampes à vapeur de sodium à rayon focalisé, dirigées vers le bas et placées le plus loin possible de la chaussée et le plus bas possible pour réduire l'impact de la pollution lumineuse sur les espèces lucifuges.

Concernant le passage supérieur, son implantation au début du vallon de la route Potier permettrait de bénéficier de la topographie pour asseoir les bases de l'ouvrage et devrait permettre de déplacer des volumes de terres moins importants. L'installation du passage inférieur pourrait se faire en fonction des possibilités techniques et des coûts sur l'une des deux zones proposées ici.

Afin de réduire les risques de mortalité accidentelle et l'impact de la pollution sonore, il nous semble essentiel de mettre en place des panneaux déflecteurs ou des palissades en bois de part et d'autre de la voie lors de son passage en milieu forestier et au niveau du franchissement de l'Iton, sur une longueur suffisante (300 à 500 mètres) et sur une hauteur de 3 mètres minimum.

En terme de mesures compensatoires, il nous semble important :

- de reboiser a minima une surface égale ou supérieure à celle détruite et impactée par ce projet en zone forestière. Les parcelles plantées en essences indigènes et traitées en futaie irrégulière mélangée seront de préférence attenantes à un boisement existant, proches de la forêt d'Evreux pour conserver un effet de surface, et il devra s'agir d'espaces voués à une agriculture intensive ou fortement dégradés par des activités humaines (renaturation) ;
- d'allouer des fonds à la protection des cavités souterraines (acquisition, protection physique) abritant les derniers Grands Rhinolophes de la vallée de l'Iton : une cavité souterraine située sur la commune de Gaudreville-la-Rivière/27 pourrait bénéficier d'une telle protection.
- d'allouer des fonds à la recherche par télémétrie des colonies de Grand Rhinolophe, de Murin de Bechstein et de Grand Murin en vue d'une gestion conservatoire ;
- d'allouer des fonds à l'identification et la protection des terrains de chasse du Grand Rhinolophe en vallée de l'Iton, à proximité d'Evreux;
- de mettre en place dans la structure des ouvrages de franchissement de l'Iton des gîtes artificiels à chiroptères (joints expansifs, corniches disjointes, etc.) principalement destinés au Murin de Daubenton.

En terme de mesure de suivi, il nous semble important :

- de mettre en place un suivi du franchissement des passages inférieurs et supérieurs installés pour différents groupes d'espèces (carnivores, artiodactyles et chiroptères notamment) ;
- d'assurer le suivi des gîtes artificiels à chiroptères placés dans les ouvrages de franchissement de l'Iton ;
- d'allouer un financement pour assurer un suivi régulier en période d'hibernation des cavités proches du projet ;
- d'allouer un financement pour assurer un suivi régulier du site de swarming des carrières Bapeaume.

INSCRIVEZ-VOUS SUR

LES LISTES ÉLECTORALES À LA MAIRIE.

Voter, oui — mais encore faut-il être inscrit !!!

Électeurs radés des listes après un déménagement, jeune ayant changé de domicile, ou Français naturalisés à qui on a jamais proposé l'inscription : 6% de nos concitoyens, et jusqu'à 15% dans certaines communes ne sont pas inscrits sur les listes électorales.

Sans compter les très nombreux mal inscrits, électeurs vivant à une adresse différente de celle à laquelle ils sont inscrits : ils ne reçoivent pas les professions de foi des candidats et ne peuvent voter qu'en se déplaçant ou par procuration, gonflant ainsi, le plus souvent les rangs des abstentionnistes.

C'est donc essentiellement sur les partis politiques et les associations que repose l'effort de convaincre les citoyens de devenir des électeurs. Ce que l'équipe de Saint Sébastien Dynamique fait bien volontiers.

Alors si vous souhaitez participer aux prochaines consultations électorales rendez vous à la mairie de Saint Sébastien avant le 31 Décembre avec une pièce d'identité et un justificatif de domicile, après il sera trop tard !!!..

Si vous souhaitez prendre contact avec nous, renvoyer ce coupon à:
Association Saint Sébastien Dynamique
4 rue des Fauvettes 27180 Saint Sébastien de Morsent (Vert Village)

Nom Prénom.....

Adresse.....

Mé:.....@.....

Je souhaite adhérer à l'Association Saint Sébastien Dynamique ☐

LE JOURNAL

DECEMBRE 2012



L'ASSOCIATION

Créée au lendemain des élections municipales de 2008, l'association Saint Sébastien Dynamique composée initialement des soutiens de la campagne électorale, rapidement rejoint par d'autres habitants, continue à s'intéresser à l'avenir de notre commune. Nous prenons régulièrement la parole pour faire en sorte que Saint Sébastien devienne plus citoyen, plus solidaire et plus innovant.

Michel Ranger :

président,

Chantal Ekoka : vice-

présidente,

Christian Mathurin :

secrétaire,

Auka Joulou :

trésorière

et les membres de

Saint Sébastien

Dynamique

Dévation Sud-Ouest d'Evreux : Exprimez- vous !

C'est bientôt l'hiver et poussent des petits panneaux jaunes jalonnant le parcour quotidien entre le domicile et le travail - entre le travail et le domicile... Pour les habitants de Saint Sébastien qui ont plus de 10/10 aux deux yeux, l'information affichée sur ces petits panneaux est limpide. Pour les autres, c'est moins évident ! Et pourtant cette information est capitale pour notre commune et ceux qui la traversent. Le projet de déviation Sud-Ouest d'Evreux fait l'objet d'une enquête publique.

Serpent de mer depuis de trop nombreuses années, ce projet dont la déclaration d'utilité publique a été publiée en 1999, connaît cette nouvelle étape avec l'information et la consultation des citoyens, premiers concernés par ce pharaonique chantier.

Il est bon dans notre démocratie de ne jamais rater l'occasion d'apporter l'éclairage du citoyen sur les projets qui le concernent. Aussi, l'Association Saint Sébastien Dynamique se veut le relais de cette information et invite chaque habitant à se prononcer sur ce projet.

Retrouvez-nous sur <http://stsebastiendynamique.free.fr>

L'enquête publique : Quésaco ?

Cette procédure vise à recueillir les remarques et les avis de la population concernée par un projet d'envergure. Concrètement, cette consultation dure un mois, du 22 novembre au 22 décembre. Le dossier d'information, qui pèse 7,6 kg (!), est consultable à la mairie. Autant dire que seuls les plus motivés et les initiés sauront trouver les informations qui les concernent.

Une réunion d'information est programmée le mercredi 19 décembre à Saint Sébastien de 14h à 17h. Les actifs apprécieront !

Saint Sébastien Dynamique vous invite à prendre la parole sur ce sujet et interpeller le commissaire enquêteur lors de cette réunion ou par écrit à la mairie d'Evreux. On peut également déposer des remarques sur le registre à la Mairie de St Sébastien.

Et Saint Sébastien dans ce projet ?

Si le dernier tronçon permettant le contournement complet d'Evreux est reconnu par tous comme une nécessité, tant la circulation vers le cœur de l'agglomération est difficile, de nombreuses questions restent posées.

Comment notre commune en pleine évolution démographique va-t-elle bénéficier de cet équipement ? Et là, le compte n'y est pas. Il n'est prévu qu'un demi échangeur. Cela veut dire concrètement que les voitures en direction de la zone industrielle 2 ou vers Paris pourront rejoindre la déviation. Rien pour celles qui vont se rendre vers Cambolle ou Caen. Alors que le nouvel hôpital devient un lieu concentrant

Quelques chiffres

Coût du projet global 153 millions
dont 93 pour ce dernier tronçon
16 ouvrages d'art nécessaires
Pour 8120 m de longueur

de plus en plus de services, et des personnels nombreux, les habitants de Saint Sébastien et plus largement les communes à l'ouest de l'agglomération

devront continuer à s'engager sur la route de Conches, avec les ralentissements bien connus.

Comment vont être gérés les mois de travaux ?

Là c'est le flou le plus total. Le chemin des potiers (qui traverse la forêt d'Evreux) qui doit être élargi sera nécessairement fermé à la circulation. Chacun peut imaginer les conséquences sur la circulation... Aucune solution transitoire n'est présentée.

Une fois de plus la ville de Saint Sébastien subit sans jamais rien dire. Les délégués communautaires de notre commune siègent à l'agglomération, mais ne pèsent pas sur les décisions. De plus les informations sont livrées à la population sous la forme de cette enquête publique ! Autant dire aux contribuables de prendre le projet tel quel ! Le projet a été présenté dans ses grandes lignes, au GEA il y a deux ans ! **Qui a entendu nos représentants à l'agglomération sur ce sujet ? La démocratie a vraiment besoin de grandir à Saint Sébastien.**

Une seule solution pour mesurer l'ampleur de ce projet pour votre quotidien, assister à cette réunion !

Saint Sébastien Dynamique se fera l'écho des légitimes inquiétudes des sébastienois. Notre position est ainsi claire :

- oui au projet global qui répond à un enjeu structurant de notre agglomération

- non au seul demi échangeur qui interdira à une grande partie des automobilistes d'entrer sur la déviation

- attention à la période de travaux, nécessairement longue, la fermeture du chemin des potiers va entraîner une congestion insupportable du trafic automobile.

FC

La déviation en quelques étapes

- Premier projet en 1943 (!)
- Déclaration d'utilité publique pour ce dernier tronçon en 1999
- Prorogation de cette déclaration en 2009
- Mise en service 2016 ?

Evreux

Evreux Nature Environnement juge la déviation

Inadaptée et surdimensionnée

Comme ils l'avaient fait lors de l'enquête publique sur les captages, les membres du collectif d'associations Evreux Nature Environnement ont épiluché le dossier et les annexes de la déviation.

En lutte pour la protection des ressources en eau du GEA et contre les augmentations incessantes du prix de l'eau, ENE fait un lien direct entre les factures et le contournement. « Il est évident, selon ses membres, que lorsque l'on paye notre facture d'eau on paye ce projet routier ». De cause à effets, l'association évoque la fermeture du captage de l'hippodrome situé en aval du tracé, l'ouverture des captages de substitution, etc. Et sonne le tocsin pour que la population consulte le dossier d'enquête publique préalable au code de l'environnement, y fasse ses doléances, « avant que l'autorisation soit accordée ». Car en l'état, après s'être plongées dans l'épais et impénétrable dossier, les vigiles citoyennes estiment que le profil du contournement sud-ouest ne correspond plus du tout aux réalités du

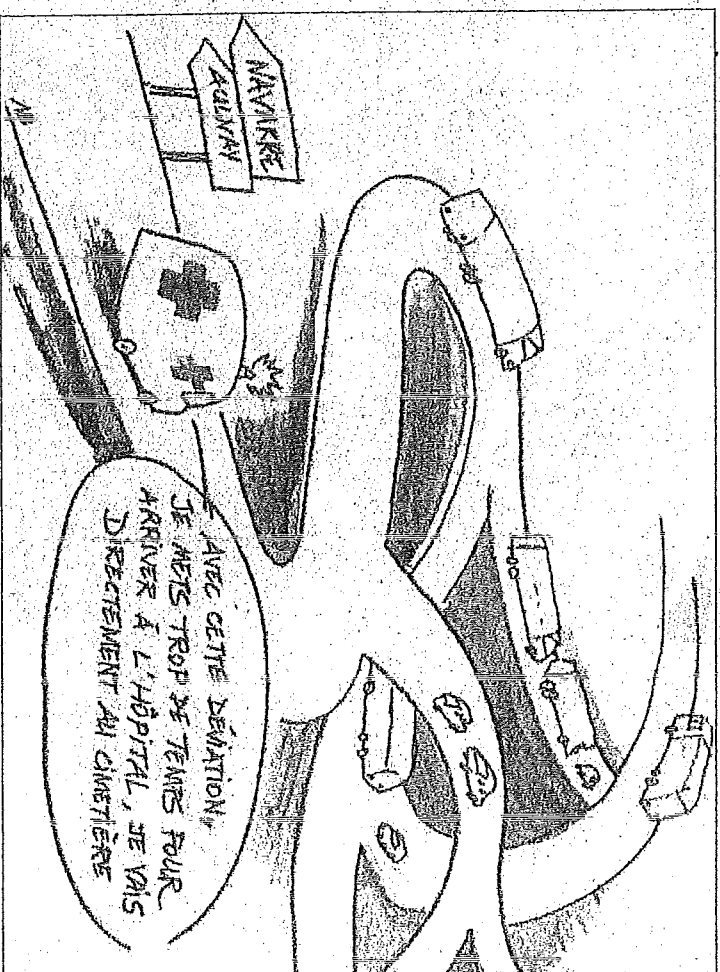
trafic attendu sur la 4 voies. « Ce projet de 4 voies a été prévu pour accueillir un trafic de 70 000 véhicules/jour. Lors de la déclaration d'utilité publique de 1998, les prévisions de circulation étaient tombées à 33 000 véhicules et elles sont estimées à 27 000 en 2 015 », dit à l'ille ENE. Surdimensionnée, mais aussi inadaptée pour régler les problèmes de circulation locale, la 4 voies va compliquer les déplacements. ENE en fait la démonstration en reprenant un à un les effets de la déviation en fonction des points de départ et d'arrivée des automobilistes.

La déviation cumule tous les inconvénients

Exemple : vous habitez Navarre et vous devez aller à l'hôpital de Cambolie.

Vous devrez aller jusqu'à Arnières, prendre le demi-échangeur pour aller en direction de Paris, faire demi-tour à l'échangeur de la zone de La Madeleine et revenir vers Cambolie. Résultat, vous aurez parcouru 4 km en plus. A travers seize exemples de ce type, ENE trouve très peu d'avantage au contournement. « L'objectif de départ était d'absorber le trafic qui a été considérablement réduit avec l'ouverture de l'A13 et de répondre aux problèmes de circulation locale. Aujourd'hui il cumule tous les inconvénients, pollution de l'air, nuisances sonores et mauvais bilan carbone », estiment les partisans d'une

deux voies et de quelques ronds-points qui limiteraient l'emprise sur la forêt et les versants de la vallée de l'Iton. « Le premier projet date de 1944, la déviation a l'âge d'être à la retraite ». Parce que, selon ENE, tout n'est pas joué, l'association espère une mobilisation massive de la population sur les registres de l'enquête « préalable à



Illustratrice et membre d'ENE, Martine Bouvre livre sa vision du dernier tronçon de la déviation ébroïcienne.

l'autorisation au titre du code de l'environnement relative à la déviation sud-ouest d'Evreux. « Soulignons les mots « préalable » et « autorisation ». Ils précisent que nous sommes consultés

pour prendre part à la décision. Ne boudons pas cette opportunité de nous renseigner, de donner notre avis, poser nos questions, exprimer nos inquiétudes, développer nos arguments, et, pourquoi pas, faire des

contre-propositions avant que la décision ne soit prise et irrévocable ». A bon entendeur. Ch. G. En savoir plus... www.evreux-nature-environnement.org



PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Direction

Dossier suivi par : Caroline GUILLAUME
Tél : 02 32 29 61 10
Fax : 02 32 29 61 51
Mél : caroline.guillaume@eure.gouv.fr

Évreux, le

La directrice départementale
à

Monsieur le Préfet de l'Eure
Préfecture de l'Eure
Bureau de la réglementation, des élections, du
commerce et de l'utilité publique
Boulevard Georges Chauvin
27 022 EVREUX CEDEX

Objet : Demande d'autorisation au titre des dispositions du code
de l'environnement
Déviation Sud-Ouest d'Évreux / Section Cambolle RN1013 – les Fayaux RD6154
Lancement enquête publique
NB : 3 dossiers vous ont été directement déposés par la DREAL

A l'attention de Madame ELUAU

Au titre du guichet unique police de l'eau, mon service instruit le dossier d'autorisation relatif à l'opération
suivante :

Déviation Sud-Ouest d'Évreux / Section Cambolle RN1013 – les Fayaux RD6154

Dans le cadre de l'enquête administrative, les services consultés ont remis les avis suivants :

SERVICES	AVIS
CLE du SAGE ITON	Favorable
ARS et avis hydrogéologue	Favorable
CG27	Favorable
Ville d'Evreux	Favorable
GEA	Favorable
Commune d'Arnières-sur-Iton	Favorable
Commune de Parville	Favorable
ONEMA	Favorable
DREAL-SRE	Favorable
Préfecture de région	Pas de retour

Suite à l'instruction du dossier jugé complet et régulier, je vous propose de lancer l'enquête publique.


Caroline GUILLAUME

Copie à : M. le Directeur de la DREAL de Haute Normandie

Délégation aux investissements

Direction des routes et des
transports

Pôle études et grands travaux

Evreux,
le

Affaire suivie par
Christophe GALLEZ

Téléphone
02.32.31.51.34

Fax
02.32.39.91.82

Email
christophe.gallez@og27.fr

NRef: PEGT/CG/SL-676

Copie :
DEA
PEGT C Gallez
Secrétariat

Madame Caroline GUILLAUME
Directrice départementale des territoires
et de la mer de l'Eure
1, avenue du Maréchal Foch
27022 EVREUX Cedex

**Objet : Demande d'avis sur le dossier d'autorisation au titre
de la loi sur l'eau - Déviation d'Evreux**

Madame la Directrice,

Vous m'avez transmis, en date du 13 août 2012, le dossier d'autorisation au titre de la loi
sur l'eau pour avis.

Après analyse de ce dossier, je vous informe que le Département attend la réalisation de
cette infrastructure qui devra être effectuée par l'Etat, dans le respect des contraintes
environnementales et des prescriptions qui seront relayées par les services de la préfecture.

Dans les prescriptions, il convient de citer au titre de cette opération la prise en charge par
l'Etat de la protection des périmètres de captages en bordure des routes départementales
n° 55 et 129.

En conclusion, j'émet un avis favorable sur ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma considération.

Le Président du Conseil général



Jean Louis DESTANS



Evreux, le 27 SEP. 2012

Monsieur Dominique SORAIN
Préfet de l'Eure
12 boulevard G. Chauvin
27000 EVREUX CEDEX

OBJET Déviation Sud-ouest d'Evreux – Dossier demande autorisation n°12051
REFERENCE Enquête administrative - Avis du Grand Evreux Agglomération
SUIVI PAR FV/JL/BR
Jérôme LAGUERRE

Monsieur le Préfet,

Par courrier du 13 août 2012, vos services (DDTM) ont sollicité l'avis du Grand Evreux Agglomération, dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation, au titre des dispositions des articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants du code de l'environnement concernant l'opération de la déviation Sud-Ouest d'Evreux, section Cambolle (RN1013)-Les Fayaux (RD6154).

Comme vous le savez, avec les élus du Grand Evreux Agglomération, j'attache une très grande importance à cet équipement et à sa réalisation la plus rapide possible. Ainsi, le Grand Evreux Agglomération, par délibération en date du 10 septembre 2010, a validé unanimement une contribution financière de 6 874 000 €.

C'est donc avec beaucoup d'attention que nous avons examiné le dossier de demande d'autorisation lors du Bureau d'Agglomération du 18 septembre dernier.

J'ai ainsi l'honneur de vous faire part d'un avis favorable.

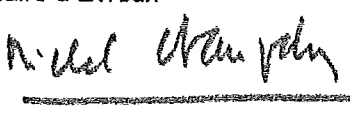
Ceci étant, je vous prie de trouver en annexe un certain nombre de remarques qui m'apparaissent plus ressortir d'une démarche de coordination lors de la construction de cet ouvrage (coordination entre la DREAL et les services du Grand Evreux Agglomération et du Département). Sur ce sujet, je vous ai d'ailleurs proposé la mise en place d'un Comité de Pilotage et d'un comité technique réunissant tous les financeurs ce que vous avez accepté. Ainsi, l'organisation d'un comité technique rassemblant les différents acteurs concernés serait de nature à apporter les réponses appropriées aux sujets évoqués, nonobstant l'analyse que peut en faire votre service en charge de la police de l'eau.

Bien entendu, les services du Grand Evreux Agglomération sont à la disposition des vôtres pour toute information complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma considération la meilleure.

Le Président du Grand Evreux Agglomération,
Maire d'Evreux




Michel CHAMPREDON
Vice-Président du Département de l'Eure



Madame Caroline GUILLAUME
Directrice
DDTM de l'Eure
1, avenue du Maréchal Foch
27 022 EVREUX cedex

Evreux, le 26 septembre 2012

Ref: Avis_07-2012

Objet : Avis sur un dossier d'autorisation au titre du code de l'environnement
Déviation Sud-Ouest d'Evreux, section Cambolle (RN 1013) – Les Fayaux (RD 6154)

Madame,

Par courrier du 13 août 2012, vous avez saisi la commission locale de l'eau du SAGE de l'Iton afin qu'elle formule un avis sur le dossier d'autorisation au titre du code de l'environnement cité en objet.

Ce dossier a été examiné par le bureau de la CLE lors de sa réunion du 21 septembre 2012 et a fait l'objet d'un très long débat entre ses membres.

S'il ne fait nul doute de l'intérêt à réaliser cet équipement structurant pour l'aménagement de la région ébroïcienne, il en ressort que ce projet présente des grosses faiblesses quant à son intégration environnementale notamment et à la prise en compte des enjeux du SAGE de l'Iton en particulier.

Point n°1 : gestion des eaux pluviales

La disposition I-17 du PAGD du SAGE de l'Iton définit des prescriptions pour le dimensionnement des bassins pluviaux avec notamment la prise en compte d'une pluie locale de période de retour de 100 ans ou bien limiter le débit de fuite à 2l/s/ha.

Il apparaît que tous les dispositifs envisagés sont dimensionnés pour une pluie de retour de 20 ans. En cas d'évènement centennal, aucun impact du projet sur le fonctionnement hydraulique du secteur n'est proposé.

Il me semble qu'en milieu urbain, prendre en compte une pluie plus dommageable comme la centennale est un gage de sécurité qu'il ne faut pas négliger. Aussi, serait-il pertinent de proposer une gestion des eaux pluviales pour une pluie centennale associée à un temps de vidange des bassins s'approchant des 48 heures.

En ce qui concerne le bassin d'infiltration 2ter, il est indiqué qu'il sera dimensionné pour une pluie biennale et qu'une noue d'infiltration est prévue pour un évènement vicennal. Là encore, le dossier du pétitionnaire ne donne aucun élément sur la gestion des eaux pluviales pour une occurrence centennale.

Aussi, la CLE du SAGE de l'Iton demande que le dimensionnement des différents ouvrages hydrauliques soit modifié afin de respecter au mieux la disposition I-17. De même, une notice d'incidence des pluies d'occurrences centennales est demandée.

SAGE de l'ITON,
Délégation du développement durable
Direction de l'eau et de l'assainissement
Hôtel du Département
Boulevard Georges-Chauvin
27021 Evreux cedex
Tél. 02 32 31 93 29 - 06 85 06 48 59
Fax 02 32 39 91 55
E-mail christophe.thomas@csg27.fr

Point n°2 : Non prise en compte d'éléments cartographiques du SAGE

Si l'étude d'impact ne fait aucune référence au SAGE de l'Iton du fait de son ancienneté, il est par contre anormal que le dossier de demande d'autorisation au titre du Code de l'Environnement ne fasse pas référence aux documents suivants :

- Carte des ZHIEP n°2 (p6 – Annexes cartographiques du SAGE de l'Iton) : la carte utilisée dans le dossier du pétitionnaire (p16 de l'annexe 6) n'est pas celle qui a été arrêtée par le Préfet de l'Eure le 12 mars 2012. Or, il apparaît que des aménagements sont prévus sur cette zone humide d'intérêt environnemental particulier.
- Réservoir biologique : (p35 - Annexes cartographiques du SAGE de l'Iton) : conformément au SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, le SAGE de l'Iton a cartographié le linéaire de cours d'eau classé en réservoir biologique. Aucune référence n'y est faite dans le document du pétitionnaire alors que le rejet du plus gros bassin des eaux pluviales est situé sur ce tronçon de l'Iton !

Aussi, la CLE demande que les travaux envisagés dans la ZHIEP n°2 ne soient pas réalisés comme le demande l'Article 1^{er} du règlement du SAGE. En cas d'impossibilité à modifier le projet, la CLE souhaite que la disposition MN24 du SAGE s'applique alors à toute surface qui aura été soustraite à cette ZHIEP.

En ce qui concerne le linéaire de réservoir biologique, la CLE souhaite que le rejet du bassin n°2 soit déplacé afin de ne pas dégrader l'état de ce secteur. A minima, le pétitionnaire devra montrer l'absence d'impact de son rejet sur le secteur concerné.

Point n°3 : Impact sur les zones humides

Le projet considère que seuls 550m² de zones humides seront détruits mais "il n'est prévu aucune mesure de réduction ou de compensation pour cette incidence résiduelle" (cf p106 du dossier). Ceci vient en contradiction avec la mesure MN-24 du PAGD du SAGE de l'Iton.

Dans son recensement des zones humides, le cabinet Aliséa localise une zone humide potentielle dans une bonne partie du lit majeur (voir figure 14 – annexe 6) sur la base d'inventaires et de cartographies.

Suite à une campagne de sondages pédologiques, cette zone est rapidement circonscrite et devient la ZH1 (voir figure 22 – annexe 6). Or il me semble que le zonage ainsi retenu est largement sous estimé.

A titre d'exemple, le sondage S22 est à comparer avec le S4. Sur les 50 premiers centimètres, ces 2 sondages sont équivalents en termes d'hydromorphie. Pour le sondage S4, le carottage a pu être effectué jusqu'à 120 cm alors que la profondeur d'arrêt du S22 est de 55cm. Dans le premier cas, la zone est considérée comme humide alors que ce n'est pas le cas dans le second.

De ce fait, peut-on réellement conclure que la zone autour de ce sondage S22 n'a pas de caractère humide ??

Enfin, lors de la phase travaux, 4000m² de zones humides vont être remblayés pour permettre l'accès des engins. Pour une durée de plusieurs mois, cette zone ne sera donc plus fonctionnelle.

Aussi, la CLE demande que le pétitionnaire respecte l'application de la disposition MN-24 du SAGE de l'Iton pour toute surface de zone humide dégradée de façon permanente ou temporaire.

Par ailleurs, la CLE demande au pétitionnaire de s'assurer du caractère humide ou non de la partie du lit mineur de l'Iton située entre la zone ZH1 et ZH3.

Point n°4 : Impact sur le milieu naturel

L'Annexe 3.3 du dossier montre bien le très fort potentiel biologique de ce secteur qui va être traversé par la déviation.

En effet, le cabinet Alisea conclut dans son rapport que les intérêts habitats et flore peuvent d'ores et déjà être qualifiés de très forts. En effet, 400 espèces végétales ont été notées dont 47 sont à considérer comme remarquables.

De plus, l'agrion de Mercure, espèce protégée à l'échelon national, a été identifié de part et d'autre du projet.

Il est notamment fait référence à toute une série d'espèces végétales associées aux zones humides du secteur de l'Ile d'amour (p42 de l'annexe 3.3), secteur qui sera fortement impacté par le projet lors de sa phase travaux mais aussi de façon définitive. Or, le dossier du pétitionnaire ne fait aucune référence à cet impact et aux mesures compensatoires qu'il va mettre en œuvre dans ce domaine.

Aussi, la CLE demande que le pétitionnaire définisse et mette en œuvre toute une série de mesures compensatoires dans le domaine de la protection des espèces végétales et animales.

Point n°5 : Modélisation des crues

L'étude d'incidence hydraulique montre la transparence du projet pour différentes crues. Or, les différentes cartes de l'annexe 5 se cantonnent à une restitution de la modélisation jusqu'en amont du lotissement des Domaines (et de la digue associée) alors que l'aire d'étude va jusqu'à la rue des Quinconces.

De plus, les modélisations pour des crues de 36, 40 et 80 m³/s affichent des hauteurs d'eau atteintes au niveau de la digue de Navarre allant de 193 à 271 cm alors que la hauteur maximum de cette digue est de 180 cm.

Aussi, la CLE souhaite que lui soit précisé l'impact des crues modélisées sur l'ensemble de la zone modélisée et que le pétitionnaire apporte des éléments sur l'apparente incohérence entre les hauteurs d'eau simulées et la hauteur effective de la digue de Navarre.

Point n°6 : questions diverses

Etude d'impact : il est d'emblée tout à fait surprenant qu'un dossier loi sur l'eau déposé en 2012 soit en partie fondé sur une étude d'impact de 1998. De plus, un décret du 29 décembre 2011 vient réformer les études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement.

Ce décret vient préciser le contenu de l'étude d'impact et il apparaît un différentiel énorme entre le document produit en 1998 et ce qu'il devrait être au regard de ce décret.

Aussi, la CLE souhaite connaître les motifs qui font que le pétitionnaire n'a pas jugé utile de reprendre son étude d'impact conformément à ce décret.

Autorité environnementale : Dans ce même décret, il semble que l'autorité environnementale compétente pour se prononcer sur ce projet soit le Conseil général de l'environnement et du développement durable. Or, le dossier du pétitionnaire ne fait aucune allusion à l'avis que pourrait donner cet organisme.

Aussi, la CLE souhaite savoir pourquoi le Conseil général de l'environnement et du développement durable n'a pas formulé d'avis sur ce dossier.

Le bureau du SAGE de l'Iton ne peut que constater la faiblesse du dossier en ce qui concerne l'impact de projet d'aménagement sur l'environnement et regrette que les mesures compensatoires ne soient pas à la hauteur des enjeux environnementaux.

Néanmoins, le bureau du SAGE de l'Iton ayant conscience de la nécessité de réaliser ce projet d'aménagement, il donne, un **avis favorable sous réserve** que le pétitionnaire modifie son projet sur les différents points évoqués et apporte des réponses sur les questions formulées dans le présent avis.

Le bureau du SAGE de l'Iton souhaite que cet avis réservé soit clairement indiqué dans l'arrêté préfectoral qui pourra être pris.

Je vous prie de croire, Madame, en l'expression de mes salutations cordiales.

Le Président de la CLH du SAGE de l'Iton

Jacques ESPRIT

Délégation territoriale de l'Eure

Service émetteur :
Veille et sécurité sanitaire et environnementale

Affaire suivie par : Delphine JULIEN
Courriel : delphine.julien@ars.sante.fr
Tél. : 02 32 24.88.90
Fax : 02 32 24 87 60

Réf. : Avis ARS 2012.doc

Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé
de Haute-Normandie

à

Madame la directrice départementale des
territoires et de la mer de l'Eure

A l'attention du service Eau, Biodiversité et
Forêts
1 avenue du Maréchal Foch
27022 EVREUX CEDEX

Evreux, le 28 SEP 2012

Objet : Déviation SW d'Evreux - Dossier de demande d'autorisation au titre du code de l'environnement

Par courrier du 13 août 2012, vous sollicitez l'avis du service veille et sécurité sanitaire de l'ARS concernant les travaux de la déviation Sud Ouest d'Evreux pour la section comprise entre Cambolle et le rond-point des Fayaux. Le tracé de la future infrastructure routière passe à proximité des captages d'eau potable de Chenappeville, traverse les périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages d'eau potable de Chenappeville, Vallée et Coteaux de l'Iton, déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 16 janvier 2012.

Le risque généré pour la ressource en eau potable peut se décomposer en 2 temps :

- la phase chantier : les travaux envisagés impliquent un travail sur les horizons géologiques superficiels et donc une augmentation de la vulnérabilité et de la sensibilité de la nappe à des pollutions de surface.
- la phase exploitation : le risque de contamination des captages d'eau potable est moindre dans la mesure où la conception même de la déviation a pris en compte l'existence des captages d'eau potable et leur protection. Les 2 points à prendre en compte sont le déversement accidentel de polluants sur la route par un véhicule en transit et l'entretien courant de la route.

I. TRAVAUX ENVISAGES

Dans la section traversant le périmètre de protection rapprochée, les ouvrages prévus sont les suivants :

- un viaduc de 210 m de longueur (PI 9)
- un ouvrage de décharge constitué de 7 buses (PI10)
- un bassin de traitement (B2 ter)

Concernant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/01/2012 :

L'arrêté du 16 janvier 2012 régit les opérations et activités réalisées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée dans son article 3. L'opération projetée est ainsi potentiellement concernée par 2 rubriques pour lesquelles la réglementation est plus contraignante que la réglementation générale.

Ainsi les travaux envisagés entrent dans les rubriques 4 et 22 (ci-dessous rappelées) de l'arrêté du 16/01/2012 et doivent faire l'objet de précautions particulières du fait de la présence des captages d'eau potable.

Rubrique 4 : Excavations permanentes ou temporaires (tranchées, fouilles...) - **INTERDIT*** sauf :

- les excavations temporaires rendues nécessaires pour la pose de conduites d'eau potable, d'eau pluviale ou d'assainissement, de fossés routiers, sous réserve de leur comblement par des matériaux inertes ;
- les excavations permanentes nécessaires à la réalisation d'ouvrages de gestion des eaux pluviales, sous réserve de la prise en compte de la protection des captages dans leur conception.

La réalisation du bassin de traitement des eaux n°2 est concernée : la conception de ce bassin doit donc prendre en compte la proximité des captages d'eau potable et leur protection.

Rubrique 22 : Construction, modification de l'utilisation de voies de communication - **REGLEMENTE**

[...]

La création de nouvelles voies devra faire l'objet d'une autorisation au titre du code de l'environnement. Les prescriptions minimales à respecter sont les suivantes :

- les eaux pluviales de la plateforme, pour sa partie située en périmètre de protection rapprochée, devront être collectées dans un réseau étanche et rejetées, après traitement, en dehors de ce périmètre ;
- les bassins destinés à réceptionner des eaux issues de ses nouvelles voies devront comprendre une double étanchéité.

Des prescriptions complémentaires pourront être imposées au maître d'ouvrage de ces voies afin de prendre en compte la protection des captages.

L'ensemble du projet est concerné.

Par conséquent, les travaux projetés sont compatibles avec l'arrêté du 16/01/2012 sous réserve de prendre en compte la proximité des captages d'eau potable et leur protection dans le projet. Afin d'établir si cette protection était suffisante, un hydrogéologue agréé a été consulté et a rendu un avis en mars 2006 sur l'ensemble du projet et en septembre 2012 spécifiquement pour le bassin B2 ter.

En dehors des précautions spécifiques à la phase chantier qui seront évoquées ultérieurement, l'hydrogéologue agréé donne un avis favorable au projet de déviation sous réserve :

- d'une double étanchéité pour le bassin situé en périmètre de protection rapprochée et rejet après traitement des eaux du bassin en dehors du PPR ;
- d'une collecte des eaux de plateforme dans un réseau parfaitement étanche.

Comme indiqué au paragraphe 4.3.10.2 du dossier, les mesures de réduction de l'incidence du projet sur les captages d'eau potable seront les suivantes :

- étanchéité du réseau de collecte des eaux pluviales ;
- double étanchéité du bassin n°2 ter par géomembrane et couche d'argile compactée.

Les travaux envisagés semblent donc conformes aux préconisations de l'hydrogéologue agréé et à l'arrêté de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection.

II. RISQUES INHERENTS A LA PHASE CHANTIER

Comme indiqué en page 83 du dossier, la période de chantier peut perturber le fonctionnement normal des captages, en particulier des 2 captages de Chenappeville situés à proximité immédiate de certains travaux, mais également des forages F8.1 et F8.2 de la vallée. Les risques sont liés :

- aux travaux de terrassements et d'excavations et pourraient engendrer une augmentation de la turbidité des eaux brutes ;

- à la présence de polluants notamment d'hydrocarbures du fait de la présence d'engins de chantier notamment ;
- à la présence de canalisations d'eau potable.

L'hydrogéologue agréé dans son avis de mars 2006 donne un certain nombre de préconisations pour la phase chantier. Ces préconisations sont reprises quasi-intégralement dans son avis de septembre 2012 spécifique au bassin n°2 ter.

Les mesures prises en phase chantier par le maître d'ouvrage de la déviation sont détaillées dans le paragraphe 4.4 du dossier. Elles reprennent pour la plupart, les préconisations de l'hydrogéologue agréé, notamment en matière de stockage de produits polluants, de stationnement et de circulation des engins de chantier et de traitement des pollutions accidentelles.

Toutefois, certaines mesures présentées ne sont pas satisfaisantes ou insuffisamment explicitées :

Sur la planification de la réalisation du chantier, le dossier indique en page 116 que les travaux de fondation des ouvrages d'art et de décapage des terres végétales en périmètre de protection rapprochée seront effectués en période favorable (basses eaux de la nappe) et effectués entre août et novembre si le planning des travaux le permet. Cette condition n'est pas acceptable : le planning des travaux doit être absolument conçu pour minimiser les risques vis-à-vis des captages d'eau et des retards pris sur le chantier ne doivent pas conduire à réaliser les travaux en période moins favorable.

Concernant les fondations des ouvrages d'art, les données présentées dans le dossier ne sont pas cohérentes : s'il est indiqué une profondeur de nappe entre 4,5 et 9 m en page 118, les relevés du GEA en page 116 indiquent une profondeur de nappe comprise entre 2 et 3 m au droit des forages de Chenappeville. Par ailleurs l'annexe 4.5.b présente une cote de 67,18 m en janvier 2012 pour la nappe, soit à peine plus de 40 cm en-dessous des fouilles prévues pour certaines fondations. L'affirmation que les travaux seront réalisés au-dessus du toit de la nappe paraît sujette à caution. L'éventualité de pompage temporaire comme indiqué sur cette même page doit être envisagée comme un événement plus que probable.

Concernant la surveillance qualitative des captages d'eau et la gestion d'anomalies, si l'UTEP est vraisemblablement en mesure de traiter des pics de 100 NFU comme indiqué en page 119, le traitement en continu d'une eau présentant une turbidité de 100 NFU (indiqué en page 70) ne paraît pas possible dans le temps, les filtres atteignant rapidement leur saturation. Dès lors, ce n'est pas pour des valeurs aussi fortes en turbidité qu'une action corrective doit être menée. Le seuil de coupure des pompes des captages se situe bien en-dessous de 100 NFU.

Par ailleurs, il est proposé de fixer à 5/6 NFU le seuil de première alarme du GEA à la DREAL (pour les captages de Chenappeville, F8.1 et F8.2) et qu'un arrêt du chantier soit déclenché à 10 NFU. Ces seuils ne paraissent pas cohérents. En effet, comme présenté en page 69 du dossier, le pic maximum pour Chenappeville a été observé en 2001 lors de la crue de l'Iton pour une valeur de 4 NFU. En 2008, lors des travaux de réalisation de l'UTEP, la turbidité n'a pas dépassé 0,3 NFU. Une valeur de 5 NFU sur l'eau brute valeur indiquant une modification importante de la qualité de l'eau. L'alerte devrait donc être fixée à une valeur plus basse et correspondre à une élévation significative de la turbidité par rapport à son niveau habituel et provoquer un arrêt temporaire du chantier jusqu'à au minima une stabilisation de la turbidité.

Rappelant à ce stade, que les forages de Chenappeville se trouvent à 250 m du tracé de la déviation et à moins de 200 m du bassin B2 ter, qu'ils assurent à eux-seuls au moins 40 % des apports d'eau de l'unité de traitement (UTEP) et que cette unité alimente une population de 70 000 habitants. Par conséquent, ces ouvrages de captages sont primordiaux pour l'alimentation en eau de l'agglomération ébroïcienne et l'arrêt du pompage ne pourrait être envisagé au-delà de quelques heures sous peine de ne plus pouvoir satisfaire les besoins en eau de la population.

Sur cet aspect, le dossier ne présente pas d'éléments factuels et s'en remet au GEA pour gérer les problèmes de qualité d'eau et de distribution qui pourraient être rencontrés. Etant donné le risque encouru et les conséquences qui en découleraient, cette situation doit absolument être anticipée par la DREAL. En effet, le recours à la distribution d'eau embouteillée pour la population ne saurait être supportable au-delà de quelques jours et quand bien même, les modalités d'une telle distribution doivent être anticipées.

Enfin, le maître d'ouvrage de la déviation ne prévoit qu'un contrôle de la turbidité pendant la phase travaux. Un suivi de la qualité de l'eau en hydrocarbures dissous et HAP doit également être réalisé par le biais d'une analyse hebdomadaire en sortie de la station de traitement de Chenappeville pendant toute la durée des travaux.

III. RISQUES INHERENTS A LA PHASE D'EXPLOITATION

Concernant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/01/2012 :

En phase d'exploitation de la déviation, la rubrique 15 de l'arrêté de DUP des captages d'eau potable impose des contraintes à l'exploitant de la déviation en termes d'entretien.

*Rubrique 15 : Utilisation de tous les produits destinés à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage - **INTERDIT*** sauf ceux autorisés dans le cadre d'une agriculture biologique.*

L'entretien de la déviation est concerné.

Le maître d'ouvrage et son exploitant s'engage à ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur l'ensemble du linéaire de la déviation sud-ouest d'Evreux. Les dispositions de la rubrique 15 paraissent dès lors respectées.

Concernant le risque de déversement accidentel de polluants suite à un accident routier :

Comme vu précédemment, le maître d'ouvrage s'engage à étanchéifier l'ensemble du réseau de collecte des eaux pluviales, à mettre en place une double étanchéité pour le bassin n°2 situé en périmètre de protection rapprochée (géomembrane et couche d'argile compactée) et à rejeter les eaux du bassin n°2 en dehors du périmètre de protection rapproché via des canalisations étanches.

Ces mesures de réduction du risque sont conformes aux demandes de l'hydrogéologue agréé dans son rapport de mars 2006.

De plus, des dispositifs de retenue des véhicules seront installés et des cunettes enherbées étanchéifiées par compactage d'argile seront disposées en pied de remblai pour capter d'éventuelles pollutions aux hydrocarbures.

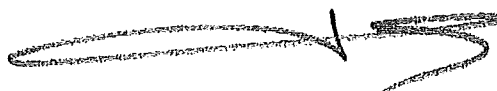
Par contre, en ce qui concerne le plan d'intervention en cas d'accident, le dossier renvoie au plan de secours du Grand Evreux Agglomération. Si le Grand Evreux Agglomération reste responsable de l'organisation de la production et de la distribution d'eau potable et de la mise en place de mesures correctives ou de substitution en cas de survenue d'un événement inhabituel pouvant impacter la qualité de l'eau potable, il n'en est pas moins indispensable que le maître d'ouvrage de la déviation réalise un plan d'intervention et d'alerte pour tout événement susceptible d'avoir lieu sur l'emprise de la déviation. Il n'est par exemple pas de la responsabilité du GEA d'intervenir sur les bassins pour confiner une pollution accidentelle.

Un plan d'intervention et d'alerte spécifique à la déviation doit donc être réalisé et être opérationnel avant la mise en service de l'infrastructure routière. Des mises à jour régulières doivent être effectuées afin de garantir la réactivité des acteurs potentiellement concernés. Ce plan d'intervention et de sécurité (PIS) dont le contenu est détaillé dans les pages 129 et 130 du dossier est un document essentiel pour limiter au maximum les conséquences d'un accident. L'ARS, en temps que service compétent en matière de santé publique, doit faire partie des acteurs alertés, en cas de risque d'atteinte de la ressource destinée à la consommation humaine.

Si l'on ne peut contester l'utilité publique d'un tel projet, il n'en demeure pas moins que le dossier présenté en l'état est lacunaire, notamment sur la gestion de l'alimentation en eau potable de l'agglomération ébroïcienne en cas de crise. Enfin, le dossier aurait gagné en clarté pour la compréhension des enjeux vis-à-vis de la protection des captages d'eau potable et de la ressource en eau en présentant un avis unique d'hydrogéologue agréé de synthèse sur le projet actuel et non plusieurs avis s'étalant de 2004 à 2012.

Pour le directeur général et par délégation,

L'ingénieur du génie sanitaire
Mouloud BOUKERFA



Service départemental de l'Eure

Objet : Déviation Sud-Ouest d'Evreux

Réf dossier : Iton/Evreux/Déviation

Réf demande : JE 1208-289

DDTM de l'Eure

1 avenue Foch

27000 EVREUX

Affaire suivie par : BENOIT JANICOT

Le 25 septembre 2012

Suite à l'examen du dossier de demande d'autorisation que vous m'avez transmis pour avis le 13/08/2012, relatif à la Déviation Sud-Ouest d'Evreux sur Iton, présenté par la DREAL, je vous fais part de mes observations sur le volet milieu aquatique du document d'incidences (de l'étude d'impact).

1 - CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

Le projet de la déviation d'Evreux consiste à la création d'une route 2*2 voie sur une longueur de 7500m. Raccordant le futur diffuseur de Cambolle à l'ouest au futur diffuseur des Fayaux à l'est, l'aménagement doit franchir l'Iton en deux endroits principaux via la création de deux ouvrages: un viaduc et un pont routier. Les eaux des impluviums routiers seront collectées via des bassins de rétention dont l'Iton sera l'exutoire. Situé en lit majeur cet aménagement engendre un remblai de 17300m² pourvu d'ouvrages de décharge.

Le lit mineur de l'Iton ne devrait être modifié qu'au niveau des points de rejet.
L'emprise des piles du viaduc correspondant à 550m² se situe en zone humide.

2 - SPECIFICITES DU MILIEU AQUATIQUE

2.1 - ENJEUX ECOLOGIQUES

Au niveau de l'emprise des travaux, cette portion de cours d'eau fait partie de la masse d'eau Iton Aval n°FRHR259. Un linéaire de l'Iton se situe en réservoir biologique défini dans le SDAGE Seine-Normandie.

A cet endroit l'Iton présente un contexte dit à vocation salmonicole, on cherchera ainsi à préserver et limiter les atteintes à l'espèce repère, la truite fario.

Des zones humides d'intérêt particulier ont été délimitées par le SAGE de l'Iton dont une se situe en limite de périmètre de l'étude. Des échanges entre les zones humides présentes dans le secteur d'étude sont possibles.

2.2 - FONCTIONS BIOLOGIQUES

Chaque bras concernés par l'emprise du projet présente des zones potentielles de reproduction des poissons de l'Iton figurant à la liste 1 du décret frayère (pas encore applicable). Basé sur la présence d'une granulométrie dont la taille a été définie en fonction des espèces, la diversité du substrat sur tous les bras permet aux chabots, lamproies de planer, ombre, vandoise et truite d'accomplir leur cycle de reproduction.

3 - ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE MILIEU AQUATIQUE

3.1 - DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL : BV, ZH & MILIEU RECEPTEUR

Le dossier loi sur l'eau (DLE) présenté par la DREAL, ne présente pas de description du l'Iton récente et nous renvoie à l'étude d'impact de 1998. Ces données datent de plus d'une dizaine d'années et ne peuvent nous satisfaire. En effet, ce milieu est un milieu vivant qui évolue en fonction notamment des écoulements. Ces écoulements puissants au moment des crues déplacent les matériaux et modifient ainsi le profil du cours d'eau. La gestion des ouvrages, telle quelle l'a été ces dernières années, a également contribué à une modification morphologique plus favorable à un milieu salmonicole. La nouvelle configuration des vannages (détruits, vannes ouvertes) n'occasionnent plus de retenue d'eau et ne favorise plus le dépôt de matériaux colmatant le substrat.

L'évolution du cours d'eau va se traduire par une modification des habitats comme le montrent les différents résultats IBGN sur 10 années. Le peuplement piscicole a très certainement évolué tant en diversité qu'en abondance compte-tenu des nouvelles conditions d'écoulement plus favorables aux espèces rhéophiles.

La méthodologie relative à l'analyse des sédiments n'étant pas communiquée, nous pouvons nous poser la question de leur validité compte-tenu de l'évolution du cours d'eau d'autant plus qu'il est prévu un suivi des sédiments.

Afin de déterminer l'impact de cet aménagement sur la morphologie du milieu aquatique, un nouvel état initial devra être établi. Les modifications du lit mineur se limitant aux points de rejet, nous proposons que des transects soient réalisés au niveau de ces différents points. Un point en amont, un au droit du rejet, et cinq autres en aval sur un linéaire de 100mètres seront suffisants.

Concernant les zones humides, le DLE nous présente la carte n°2 -Enveloppe ZHIEP extraite du SAGE de l'Iton, en la comparant avec celle figurant à l'annexe cartographique du SAGE de l'Iton, nous constatons une incohérence dans la délimitation. Une partie de la ZHIEP n'apparaît pas sur le DLE mais elle se situe pourtant dans le périmètre de l'étude.

3.2 - PREVISION D'IMPACT AU DROIT DU PROJET

Concernant la modification de berge au niveau des points de rejets:

L'annexe G précise que le projet est soumis à Déclaration au titre de la rubrique 3.1.2.0 car les berges de l'Iton sont modifiées sur une longueur inférieure à 100m.

L'annexe G indique que les vitesses d'écoulement n'engendreront pas d'érosion du lit mineur. Pour un épisode de pluie de retour 20 ans, le débit de rejet est de 2,75 m³/s ce qui est loin d'être négligeable. Même si la vitesse de d'écoulement reste raisonnable, que ce passe t-il pour des

pluies d'occurrence supérieures ou en cas de pluies de retour vicennale consécutives (moins de deux jours d'intervalle). Il n'est pas fait mention d'un risque d'une modification du lit mineur par érosion.

La description des points de rejets des fossés au niveau des berges n'est pas suffisante (annexe G) et ne nous permet pas d'apprécier la pénétration du rejet au niveau du lit mineur (effet de chute et de jet qu'il est préférable de minimiser).

Néanmoins, l'inclinaison des rejets par rapport au sens d'écoulement a été prise en compte et limitera l'érosion des berges et du lit.

Ce projet ne devra pas impacter les fonctionnalités et les enjeux de protection des espèces aquatiques. (atteinte du bon état écologique).

Les piles du viaduc ont une emprise de 550 m² en zone humide. Cette opération n'a pas d'incidence majeure sur le fonctionnement de la zone humide compte-tenu de sa faible superficie mais mérite tout de même d'être compensée à hauteur de la surface impactée.

En outre, la phase chantier prévoit la création d'un remblai temporaire de 4000 m² en zone humide. L'impact de ce remblai n'a pas été étudié et doit être pris en compte au titre de la rubrique 3.3.1.0. et devra faire l'objet de mesures compensatoires appropriées pour la préservation des espèces patrimoniales recensées.

3.2.1 - MESURES CORRECTIVES PROPOSEES PAR LE PETITIONNAIRE, IMPACTS PREVISIBLES ET PROPOSITIONS ONEMA

Les éventuelles modifications du lit mineur engendrées par des rejets supérieurs à des pluies de retour 20 ans n'ont pas été évoquées. Un suivi de la morphologie de lit mineur doit être envisagé afin de rectifier au besoin l'incidence des rejets dans le lit mineur (largeur, hauteur, inclinaison,...). La mise en place de blocs pourrait être envisagée pour réduire l'érosion générée par ces rejets (création de fosse provoquée par le jet déversant).

3.2.2 - PHASE CHANTIER

La phase chantier définie au chapitre 4 appelle les remarques suivantes :

Les ouvrages provisoires de franchissement des bras de l'Iton ne sont pas décrits : même s'il n'est pas prévu de pile en lit mineur, les berges peuvent être impactées.

Les fondations peuvent nécessiter un pompage (page 28), cette opération fait l'objet d'une déclaration mais n'a pas été reprise dans ce chapitre, ni ailleurs. Le mode opératoire pour confiner le départ de MES dans l'Iton devra être détaillé (mise en place de bassin de décantation).

3.3 - PREVISION D'IMPACT SUR LE BV

3.3.1 - MESURES COMPENSATOIRES

Les mesures compensatoires (P89) du DLE renvoient à l'annexe 3 étude d'impact de 1998. La création d'une nouvelle ripisylve est envisagée mais se limite à de simples schémas dans le document.

La destruction des 4000 m² de la zone humide en phase chantier n'a pas fait l'objet de mesure compensatoire. Il est simplement prévu de réensemencer la zone avec du ray-gras. Ces mesures ne sont pas satisfaisantes. Nous proposons la plantation de divers espèces végétales hydrophiles identiques à celles présentes après décompactage du sol.

Nous proposons également la création d'une mare dont la surface sera au moins équivalente à l'emprise des piles du viaduc (550 m²).

La modification des berges au niveau des points de rejet n'a pas d'impact significatif en terme de fonctionnalité sur le milieu aquatique et n'appelle pas de mesure compensatoire.

4 - SUIVI DU PROJET

Un suivi annuel de la morphologie du cours d'eau devra être défini pour éventuellement mettre en place les mesures correctives appropriées. En cas de modifications significatives de la morphologie du lit du cours d'eau, des travaux devront être prévus pour conserver au cours d'eau ses caractéristiques d'origine (comparaisons avec les transects réalisés avant la phase travaux)

En l'absence d'état initial récent, le suivi des peuplements piscicoles n'est pas évident à mettre en œuvre, mais néanmoins, il serait souhaitable de vérifier que les biocénoses dulçaquicoles ne sont pas impactées par ces aménagements en se référant à des modèles types, (association biocénoses niveau typologique théorique, cf Typologie du Professeur VERNEAUX).

Dans un souci de précision, il aurait été souhaitable de procéder à un nouvel inventaire de l'ichtyofaune avant la réalisation des travaux.

De la même manière, il est important de prévoir un suivi des populations de macro-invertébrés tant en diversité qu'en abondance par la mise en œuvre de méthodes biologiques appropriées.

Au niveau de la zone humide, des inventaires floristiques et faunistiques seront réalisés afin de vérifier que les biocénoses inventoriées en phase préalable n'ont pas subi de dégradation notables tant en diversité qu'en abondance.

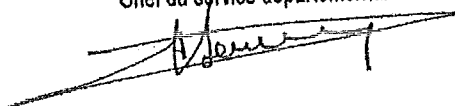
5 - CONCLUSION

Malgré certaines imprécisions du dossier et l'ancienneté de l'étude d'impact, nous donnons un avis favorable réservé à ce projet.

Certains éléments devront être précisés, en particuliers la description des points de rejets, les mesures compensatoires relatives à la dégradation de la zones humides.

Les différents suivis proposés devront être pris en compte afin de préciser l'impact réel du projet sur les milieux récepteurs.

Le chef de service
Jean-Luc Le Bonnier
Chef du service départemental



Cachet du service





Evreux, le

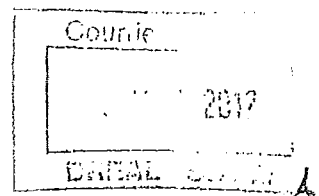
29 OCT 2017

Monsieur Jean-Yves Peigné
DREAL Haute-Normandie
SDTMI
Cité administrative
2 rue St Sever
76032 ROUEN CEDEX

Territoire d'intelligences

OBJET Déviation Sud-ouest d'Evreux

REFERENCE JL/BA
SUIVI PAR Jérôme LAGUERRE



Monsieur le Directeur,

Je fais suite par la présente à la rencontre du 1^{er} octobre en Préfecture de l'Eure au sujet du dossier loi sur l'eau de la déviation d'Evreux, à votre courriel du 9 octobre demandant une réponse écrite avant le 11 octobre et enfin à la rencontre du 12 octobre entre les services du Grand Evreux Agglomération et la maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage du projet.

Vous avez souhaité obtenir certaines précisions qui serviront de base de réponse à l'avis du Grand Evreux Agglomération sur le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau de la déviation d'Evreux.

Sur le volet pluvial, à court terme, je vous confirme qu'une solution permettant d'enlever 20 l/s dans le réseau public en compensation de l'apport en eau pluviale du bassin n°1 de la déviation est réalisable par le Grand Evreux Agglomération, sous réserve de validation des hypothèses de calcul par le service de la police de l'eau. Les premières investigations visent à cet effet plusieurs délaissés dans les secteurs du boulevard Allende et de la rue Jean Moulin, permettant d'accueillir les eaux pluviales avec l'aménagement de noues.

A moyen terme, le Grand Evreux Agglomération envisage avec le concours financier de la DREAL, le lancement d'une étude visant à déterminer les travaux à mettre en œuvre sur l'ensemble du bassin versant de La Madeleine.

Sur le volet de la problématique de turbidité de la nappe amenée par la construction de la déviation, je vous confirme l'application des seuils suivants :

- alarme à 3 NTU
- arrêt de chantier à 5 NTU
- arrêt du captage concerné à 10 NTU

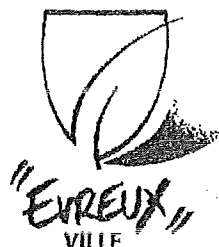
De surcroît, le Grand Evreux Agglomération est actuellement dans une phase de mise à jour du plan de secours en cas d'impossibilité d'utiliser l'usine de traitement d'eau d'Arnières pour cause, par exemple, de turbidité excessive de la nappe. C'est ainsi que nous étudions plusieurs possibilités dont la plus probable est la mise en place d'un contrat de fourniture d'eau minérale directement auprès d'un fournisseur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération la meilleure. *et cordiale*

La Présidente du Grand Evreux Agglomération,
Maïté d'Evreux
Maïté d'Evreux
CHAMPREDON
Vice-présidente du Département de l'Eure

Copie : M. le Préfet de l'Eure

Toute correspondance est à adresser à Monsieur le Président,
Hôtel d'Agglomération
9, rue Voltaire BP 423 27004 Evreux cedex
www.agglo-evreux.com



DIRECTION GENERALE
DES SERVICES

Evreux, le 28 septembre 2012

Monsieur Dominique SORAIN
Préfet de l'Eure
12 boulevard Georges Chauvin
27000 Evreux

OBJET : Dossier de demande d'autorisation au titre des dispositions du code de l'environnement. Projet déviation Sud / Ouest.
N/Réf. : tti/cd/urba12
AFFAIRE SUIVIE PAR : Pascal GIRARD
☎ 02.32.31.73.42

Monsieur le Préfet,

Par courrier du 13 Août 2012, vos services (DDTM) ont sollicité l'avis de la ville d'Evreux dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation, au titre des dispositions des articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants du code de l'environnement concernant l'opération de la déviation Sud-Ouest d'Evreux, section Cambolle (RN 1013) – Les Fayaux (RD 6154).

Conformément aux prescriptions de l'article R.214-10 du code de l'environnement, j'émetts un avis favorable à ce dossier.

Il s'agit en effet d'un dossier majeur pour l'avenir de la commune d'Evreux et de son agglomération, dont la réalisation conditionne le développement du territoire, son attractivité, et met fin à nombre de nuisances environnementales pour ses habitants.

Vous trouverez néanmoins en annexe un certain nombre de remarques, qui sans remettre en cause la pertinence du projet, me paraissent néanmoins devoir être prises en compte, afin de parfaire l'intégration de cet ouvrage dans son environnement immédiat, et garantir ainsi les intérêts de la population ébroïcienne et des générations qui nous suivront.

Les remarques émises sont issues des consultations des services de la Ville d'Evreux, ainsi que de ses différents partenaires.

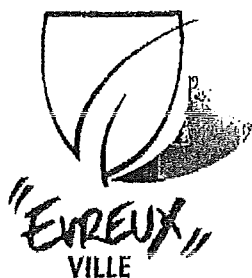
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Maire d'Evreux,
Président du Grand Evreux Agglomération

Michel Champredon
Vice-président du Département de l'Eure



Hôtel de Ville – Service Urbanisme - BP 186 – 27001 EVREUX CEDEX
Tél. : 02.32.31 90.98 – Fax : 02 32.31.42.35 – urbanisme@evreux.fr



Direction Générale
des Services

Evreux, le 27 septembre 2012

REMARQUES de la ville d'EVREUX sur le projet de déviation Sud-Ouest

Point n°1 : La phase de chantier

L'infrastructure va s'implanter sur des sites naturels sensibles. Toutes les précautions devront être prises durant la phase de chantier, méthode d'intervention, matériaux utilisés, niveau de protection des espaces naturels traversés, impact sur les activités qui s'exercent sur ces espaces, circulations et dépôts des engins et des matériaux, compatibilité du chantier avec les activités existantes sur le site.

Point n°2 : Les mesures compensatoires forestières :

Le dossier devra faire apparaître les mesures compensatoires forestières au double des surfaces déboisées (cf lettre du 10 mai 1999 du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement au Ministre de l'Équipement des Transports et du Logement pièce n°2).

La réalisation d'une opération de reboisement compensatoire d'une surface de 50ha, localisée entre autres sur le site de la Queue d'hirondelle, et sur d'autres terrains notamment à proximité du Bois de Saint Michel (pour accroître les surfaces forestières publiques dans ce secteur très sollicité par les usagers) me paraît essentielle, de même que la création d'un couloir de circulation de la faune avec la forêt de Gravigny.

Ce projet de reboisement devra être étudié avec les services de la Ville dans toutes ses composantes.

Les orientations forestières municipales seront ainsi affirmées, les objectifs étant les suivants : préservation de la biodiversité et des paysages, accueil du public, production de bois.

Point n°3 : Maintien des traversées sur le parc de Navarre et le site de la Queue d'hirondelle

Le dossier prévoit de réaliser un petit viaduc dans l'axe du parc de Navarre, principalement pour permettre aux eaux de crue de l'Iton de pouvoir traverser la déviation. Cet ouvrage pourrait assurer une seconde fonction : permettre le rétablissement des usages de part et d'autre de la déviation.

Concernant le site de la Queue d'Hirondelle, une solution devrait permettre au fond de cette vallée sèche, la circulation des eaux de ruissellement et le rétablissement des usages actuels de part et d'autre de la déviation, dont : la desserte forestière, la circulation des engins d'entretien des plantations, les circulations piétonnes et cyclables.

Il est à remarquer que le chemin existant au fond de la vallée de la Queue d'Hirondelle se prolonge sur la commune d'Evreux par un emplacement réservé au PLU pour permettre une desserte piétonne et cyclable entre Evreux (quartier de Navarre) et la surface boisée.

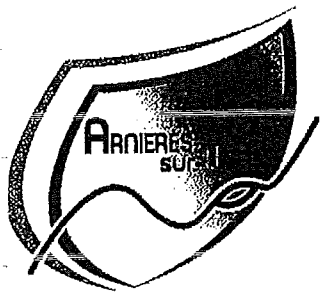
Point n°4 : L'hydraulique

- Concernant l'hydraulique, une expertise comparative doit pouvoir être menée entre les travaux Hydratec et EGIS EAU.
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Iton a classé une Zone Humide d'Intérêt Ecologique Particulier (ZHIEP) en amont immédiat du projet de déviation sud-ouest, sur la commune d'Arnières sur Iton. Cette ZHIEP se limite à l'Est par les berges du bras du Gord. De plus, le cheminement préférentiel de continuité écologique de l'Iton passe au droit du projet sur le bras sud de l'Iton, au niveau du viaduc.

Point n°5 : Les autres mesures :

- Réalisation d'une étude de bruit détaillée.
- Réalisation d'une étude du maintien de l'accessibilité de la forêt d'Evreux pour l'exploitation forestière, les promeneurs et les cyclistes. Une solution pourrait être de maintenir la route Potier en parallèle à la déviation.
- Poursuite de la procédure de classement en forêt de protection.
- Réalisation d'ouvrages garantissant le rétablissement des traversées entre les deux entités de la forêt communale de la Madeleine.
- Réalisation d'un passage à faune et des aménagements pour la petite faune identifiée dans l'étude ALISEA.

- Rétablissement des circulations des usagers qui ne peuvent emprunter la déviation, compte tenu du statut de route express, notamment pour les cycles. La solution d'aménagement d'une voie cyclable entre Arnières sur Iton et la route potier a été identifiée.
- Aménagement de tout ou partie des berges des bassins de collecte des eaux de ruissellement de la déviation Sud-Ouest en berges naturelles, à pente douce, pouvant constituer des zones écologiquement favorables à l'accueil d'une faune et d'une flore, et aux échanges de ces espèces entre les deux entités de ce massif. De la même manière pour le bassin prévu à l'entrée de la Vallée Tempée situé à quelques mètres de la zone NATURA 2000 des coteaux d'Arnières sur Iton. Ces aménagements doux de bassins peuvent ainsi entrer dans la trame bleue du massif forestier au même titre que la restauration d'un réseau de mares forestières financé par l'agence de l'eau, et la ville d'Evreux.
- Etude paysagère entre la déviation et le massif forestier pour éviter un effet lisière brutal. Il est en effet important de créer une lisière progressive favorable au maintien en vie des arbres mis en lumière, et aux développements d'ourlets forestiers. Cet aspect est à travailler avec l'ONF et le Service Environnement.
- Rétablissement des équipements et/ou fonctionnalités supprimées pour ces infrastructures (parkings forestiers, place de dépôt de bois, desserte et allées forestières, continuité écologiques, etc.).



Monsieur Guillaume HENRION
Pôle Territorial de l'Eau
D.D.T.M.E.
1 Avenue du Maréchal Foch
27000 - EVREUX

Arnières sur Iton, le 1^{er} Octobre 2012

Objet : Déviation sud-ouest – dossier de
Demande d'autorisation

Monsieur,

Je vous informe que le Conseil Municipal d'Arnières sur Iton n'a émis aucune remarque concernant le dossier en objet.

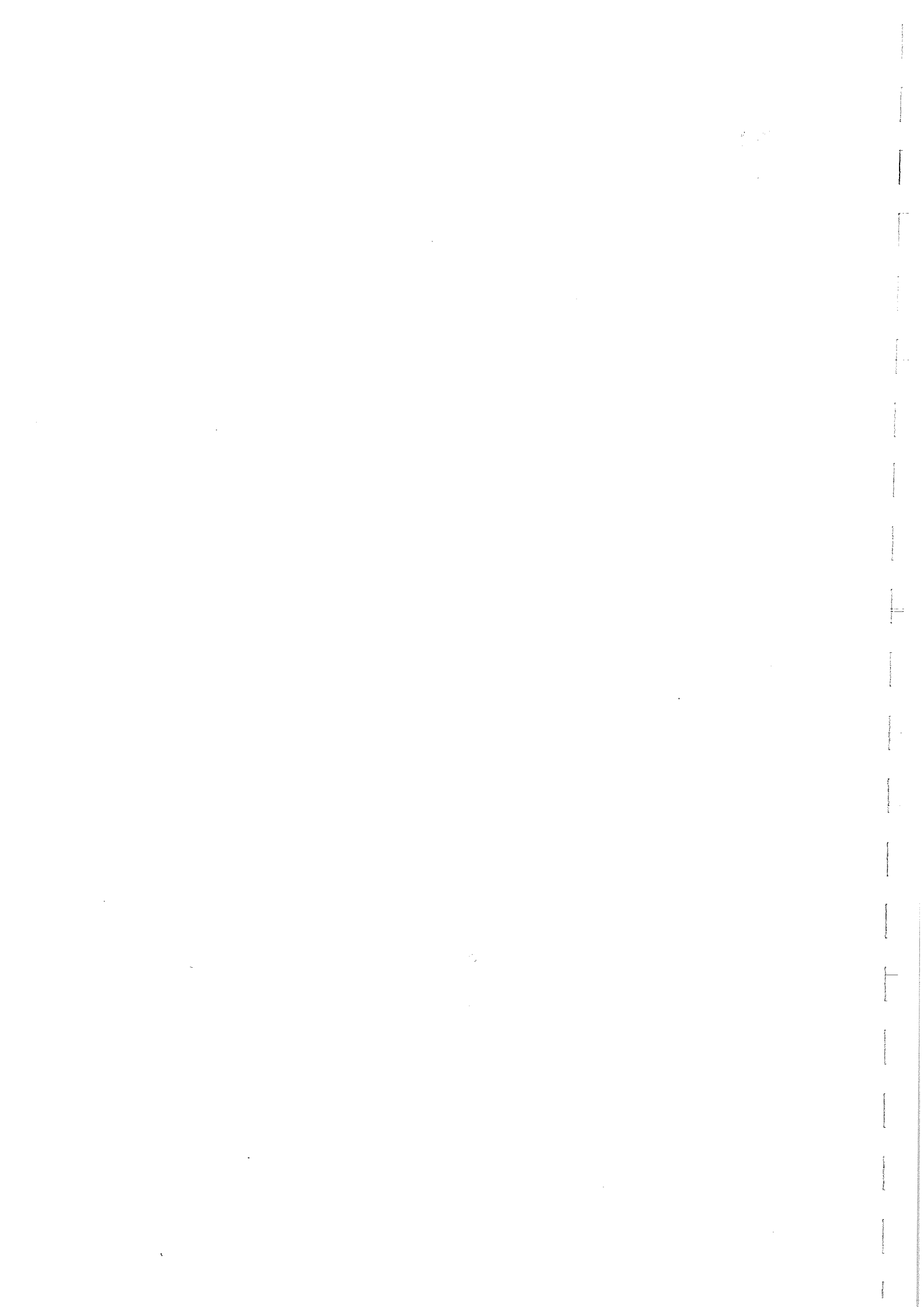
Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de ma considération distinguée.



Le Maire,

F. OBÉ

Reçu le :	05 OCT. 2012
N° enregistrement	
DDT 27 SEEF	ANF 308 AVIS IRE
Chef de Service	
Adjoint	
PEP	X
AETPE	
OAGSP	
MNFC	
Chargé Mission	
Mission NATURA 2000	
Observations:	05 OCT. 2012
Diffusé le:	





Délégation territoriale de l'Eure

Service émetteur :
Veille et sécurité sanitaire et environnementale

Affaire suivie par : Delphine JULIEN
Courriel : delphine.julien@ars.sante.fr
Tél. : 02 32 24.88.90
Fax : 02 32 24 87 60

Réf. : Avis ARS 2012.doc

Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé
de Haute-Normandie

à

Madame la directrice départementale des
territoires et de la mer de l'Eure

A l'attention du service Eau, Biodiversité et
Forêts
1 avenue du Maréchal Foch
27022 EVREUX CEDEX

Evreux, le 28 Sep 2012

Objet : Déviation SW d'Evreux - Dossier de demande d'autorisation au titre du code de l'environnement

Par courrier du 13 août 2012, vous sollicitez l'avis du service veille et sécurité sanitaire de l'ARS concernant les travaux de la déviation Sud Ouest d'Evreux pour la section comprise entre Cambolle et le rond-point des Fayaux. Le tracé de la future infrastructure routière passe à proximité des captages d'eau potable de Chenappeville, traverse les périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages d'eau potable de Chenappeville, Vallée et Coteaux de l'Iton, déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 16 janvier 2012.

Le risque généré pour la ressource en eau potable peut se décomposer en 2 temps :

- la phase chantier : les travaux envisagés impliquent un travail sur les horizons géologiques superficiels et donc une augmentation de la vulnérabilité et de la sensibilité de la nappe à des pollutions de surface.
- la phase exploitation : le risque de contamination des captages d'eau potable est moindre dans la mesure où la conception même de la déviation a pris en compte l'existence des captages d'eau potable et leur protection. Les 2 points à prendre en compte sont le déversement accidentel de polluants sur la route par un véhicule en transit et l'entretien courant de la route,

I. TRAVAUX ENVISAGES

Dans la section traversant le périmètre de protection rapprochée, les ouvrages prévus sont les suivants :

- un viaduc de 210 m de longueur (PI 9)
- un ouvrage de décharge constitué de 7 buses (PI10)
- un bassin de traitement (B2 ter)

Concernant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/01/2012 :

L'arrêté du 16 janvier 2012 régit les opérations et activités réalisées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée dans son article 3. L'opération projetée est ainsi potentiellement concernée par 2 rubriques pour lesquelles la réglementation est plus contraignante que la réglementation générale.

Ainsi les travaux envisagés entrent dans les rubriques 4 et 22 (ci-dessous rappelées) de l'arrêté du 16/01/2012 et doivent faire l'objet de précautions particulières du fait de la présence des captages d'eau potable.

Rubrique 4 : *Excavations permanentes ou temporaires (tranchées, fouilles...) - INTERDIT* sauf :*

- les excavations temporaires rendues nécessaires pour la pose de conduites d'eau potable, d'eau pluviale ou d'assainissement, de fossés routiers, sous réserve de leur comblement par des matériaux inertes ;
- les excavations permanentes nécessaires à la réalisation d'ouvrages de gestion des eaux pluviales, sous réserve de la prise en compte de la protection des captages dans leur conception.

La réalisation du bassin de traitement des eaux n°2 est concernée : la conception de ce bassin doit donc prendre en compte la proximité des captages d'eau potable et leur protection.

Rubrique 22 : *Construction, modification de l'utilisation de voies de communication - REGLEMENTE*

[...]

La création de nouvelles voies devra faire l'objet d'une autorisation au titre du code de l'environnement. Les prescriptions minimales à respecter sont les suivantes :

- les eaux pluviales de la plateforme, pour sa partie située en périmètre de protection rapprochée, devront être collectées dans un réseau étanche et rejetées, après traitement, en dehors de ce périmètre ;
- les bassins destinés à réceptionner des eaux issues de ses nouvelles voies devront comprendre une double étanchéité.

Des prescriptions complémentaires pourront être imposées au maître d'ouvrage de ces voies afin de prendre en compte la protection des captages.

L'ensemble du projet est concerné.

Par conséquent, les travaux projetés sont compatibles avec l'arrêté du 16/01/2012 sous réserve de prendre en compte la proximité des captages d'eau potable et leur protection dans le projet. Afin d'établir si cette protection était suffisante, un hydrogéologue agréé a été consulté et a rendu un avis en mars 2006 sur l'ensemble du projet et en septembre 2012 spécifiquement pour le bassin B2 ter.

En dehors des précautions spécifiques à la phase chantier qui seront évoquées ultérieurement, l'hydrogéologue agréé donne un avis favorable au projet de déviation sous réserve :

- d'une double étanchéité pour le bassin situé en périmètre de protection rapprochée et rejet après traitement des eaux du bassin en dehors du PPR ;
- d'une collecte des eaux de plateforme dans un réseau parfaitement étanche.

Comme indiqué au paragraphe 4.3.10.2 du dossier, les mesures de réduction de l'incidence du projet sur les captages d'eau potable seront les suivantes :

- étanchéité du réseau de collecte des eaux pluviales ;
- double étanchéité du bassin n°2 ter par géomembrane et couche d'argile compactée.

Les travaux envisagés semblent donc conformes aux préconisations de l'hydrogéologue agréé et à l'arrêté de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection.

II. RISQUES INHERENTS A LA PHASE CHANTIER

Comme indiqué en page 83 du dossier, la période de chantier peut perturber le fonctionnement normal des captages, en particulier des 2 captages de Chenappeville situés à proximité immédiate de certains travaux, mais également des forages F8.1 et F8.2 de la vallée. Les risques sont liés :

- aux travaux de terrassements et d'excavations et pourraient engendrer une augmentation de la turbidité des eaux brutes ;

- à la présence de polluants notamment d'hydrocarbures du fait de la présence d'engins de chantier notamment ;
- à la présence de canalisations d'eau potable.

L'hydrogéologue agréé dans son avis de mars 2006 donne un certain nombre de préconisations pour la phase chantier. Ces préconisations sont reprises quasi-intégralement dans son avis de septembre 2012 spécifique au bassin n°2 ter.

Les mesures prises en phase chantier par le maître d'ouvrage de la déviation sont détaillées dans le paragraphe 4.4 du dossier. Elles reprennent pour la plupart, les préconisations de l'hydrogéologue agréé, notamment en matière de stockage de produits polluants, de stationnement et de circulation des engins de chantier et de traitement des pollutions accidentelles.

Toutefois, certaines mesures présentées ne sont pas satisfaisantes ou insuffisamment explicitées :

Sur la planification de la réalisation du chantier, le dossier indique en page 116 que les travaux de fondation des ouvrages d'art et de décapage des terres végétales en périmètre de protection rapprochée seront effectués en période favorable (basses eaux de la nappe) et effectués entre août et novembre si le planning des travaux le permet. Cette condition n'est pas acceptable : le planning des travaux doit être absolument conçu pour minimiser les risques vis-à-vis des captages d'eau et des retards pris sur le chantier ne doivent pas conduire à réaliser les travaux en période moins favorable.

Concernant les fondations des ouvrages d'art, les données présentées dans le dossier ne sont pas cohérentes : s'il est indiqué une profondeur de nappe entre 4,5 et 9 m en page 118, les relevés du GEA en page 116 indiquent une profondeur de nappe comprise entre 2 et 3 m au droit des forages de Chenappeville. Par ailleurs l'annexe 4.5.b présente une cote de 67,18 m en janvier 2012 pour la nappe, soit à peine plus de 40 cm en-dessous des fouilles prévues pour certaines fondations. L'affirmation que les travaux seront réalisés au-dessus du toit de la nappe paraît sujette à caution. L'éventualité de pompage temporaire comme indiqué sur cette même page doit être envisagée comme un événement plus que probable.

Concernant la surveillance qualitative des captages d'eau et la gestion d'anomalies, si l'UTEP est vraisemblablement en mesure de traiter des pics de 100 NFU comme indiqué en page 119, le traitement en continu d'une eau présentant une turbidité de 100 NFU (indiqué en page 70) ne paraît pas possible dans le temps, les filtres atteignant rapidement leur saturation. Dès lors, ce n'est pas pour des valeurs aussi fortes en turbidité qu'une action corrective doit être menée. Le seuil de coupure des pompes des captages se situe bien en-dessous de 100 NFU.

Par ailleurs, il est proposé de fixer à 5/6 NFU le seuil de première alarme du GEA à la DREAL (pour les captages de Chenappeville, F8.1 et F8.2) et qu'un arrêt du chantier soit déclenché à 10 NFU. Ces seuils ne paraissent pas cohérents. En effet, comme présenté en page 69 du dossier, le pic maximum pour Chenappeville a été observé en 2001 lors de la crue de l'Iton pour une valeur de 4 NFU. En 2008, lors des travaux de réalisation de l'UTEP, la turbidité n'a pas dépassé 0,3 NFU. Une valeur de 5 NFU sur l'eau brute des captages de Chenappeville est donc en soi et en l'absence de tout événement climatique important une valeur indiquant une modification importante de la qualité de l'eau. L'alerte devrait donc être fixée à une valeur plus basse et correspondre à une élévation significative de la turbidité par rapport à son niveau habituel et provoquer un arrêt temporaire du chantier jusqu'à au minima une stabilisation de la turbidité.

Rappelant à ce stade, que les forages de Chenappeville se trouvent à 250 m du tracé de la déviation et à moins de 200 m du bassin B2 ter, qu'ils assurent à eux-seuls au moins 40 % des apports d'eau de l'unité de traitement (UTEP) et que cette unité alimente une population de 70 000 habitants. Par conséquent, ces ouvrages de captages sont primordiaux pour l'alimentation en eau de l'agglomération ébroïcienne et l'arrêt du pompage ne pourrait être envisagé au-delà de quelques heures sous peine de ne plus pouvoir satisfaire les besoins en eau de la population.

Sur cet aspect, le dossier ne présente pas d'éléments factuels et s'en remet au GEA pour gérer les problèmes de qualité d'eau et de distribution qui pourraient être rencontrés. Etant donné le risque encouru et les conséquences qui en découleraient, cette situation doit absolument être anticipée par la DREAL. En effet, le recours à la distribution d'eau embouteillée pour la population ne saurait être supportable au-delà de quelques jours et quand bien même, les modalités d'une telle distribution doivent être anticipées.

Enfin, le maître d'ouvrage de la déviation ne prévoit qu'un contrôle de la turbidité pendant la phase travaux. Un suivi de la qualité de l'eau en hydrocarbures dissous et HAP doit également être réalisé par le biais d'une analyse hebdomadaire en sortie de la station de traitement de Chenappeville pendant toute la durée des travaux.

III. RISQUES INHERENTS A LA PHASE D'EXPLOITATION

Concernant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/01/2012 :

En phase d'exploitation de la déviation, la rubrique 15 de l'arrêté de DUP des captages d'eau potable impose des contraintes à l'exploitant de la déviation en termes d'entretien.

Rubrique 15 : Utilisation de tous les produits destinés à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage - INTERDIT sauf ceux autorisés dans le cadre d'une agriculture biologique.*

L'entretien de la déviation est concerné.

Le maître d'ouvrage et son exploitant s'engage à ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur l'ensemble du linéaire de la déviation sud-ouest d'Evreux. Les dispositions de la rubrique 15 paraissent dès lors respectées.

Concernant le risque de déversement accidentel de polluants suite à un accident routier :

Comme vu précédemment, le maître d'ouvrage s'engage à étanchéifier l'ensemble du réseau de collecte des eaux pluviales, à mettre en place une double étanchéité pour le bassin n°2 situé en périmètre de protection rapprochée (géomembrane et couche d'argile compactée) et à rejeter les eaux du bassin n°2 en dehors du périmètre de protection rapproché via des canalisations étanches.

Ces mesures de réduction du risque sont conformes aux demandes de l'hydrogéologue agréé dans son rapport de mars 2006.

De plus, des dispositifs de retenue des véhicules seront installés et des cunettes enherbées étanchéifiées par compactage d'argile seront disposées en pied de remblai pour capter d'éventuelles pollutions aux hydrocarbures.

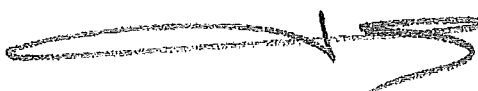
Par contre, en ce qui concerne le plan d'intervention en cas d'accident, le dossier renvoie au plan de secours du Grand Evreux Agglomération. Si le Grand Evreux Agglomération reste responsable de l'organisation de la production et de la distribution d'eau potable et de la mise en place de mesures correctives ou de substitution en cas de survenue d'un événement inhabituel pouvant impacter la qualité de l'eau potable, il n'en est pas moins indispensable que le maître d'ouvrage de la déviation réalise un plan d'intervention et d'alerte pour tout événement susceptible d'avoir lieu sur l'emprise de la déviation. Il n'est par exemple pas de la responsabilité du GEA d'intervenir sur les bassins pour confiner une pollution accidentelle.

Un plan d'intervention et d'alerte spécifique à la déviation doit donc être réalisé et être opérationnel avant la mise en service de l'infrastructure routière. Des mises à jour régulières doivent être effectuées afin de garantir la réactivité des acteurs potentiellement concernés. Ce plan d'intervention et de sécurité (PIS) dont le contenu est détaillé dans les pages 129 et 130 du dossier est un document essentiel pour limiter au maximum les conséquences d'un accident. L'ARS, en temps que service compétent en matière de santé publique, doit faire partie des acteurs alertés, en cas de risque d'atteinte de la ressource destinée à la consommation humaine.

Si l'on ne peut contester l'utilité publique d'un tel projet, il n'en demeure pas moins que le dossier présenté en l'état est lacunaire, notamment sur la gestion de l'alimentation en eau potable de l'agglomération ébroïcienne en cas de crise. Enfin, le dossier aurait gagné en clarté pour la compréhension des enjeux vis-à-vis de la protection des captages d'eau potable et de la ressource en eau en présentant un avis unique d'hydrogéologue agréé de synthèse sur le projet actuel et non plusieurs avis s'étalant de 2004 à 2012.

Pour le directeur général et par délégation,

L'ingénieur du génie sanitaire
Mouloud BOUKERFA





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Haute-Normandie

Service Ressources

Bureau Eaux et Milieux Aquatiques

Rouen, le 13 septembre 2012

Le chef du service Ressources

à

Direction Départementale des Territoires
et de la Mer de l'Eure
Service Eau, Biodiversité, Forêts
Unité Police de l'eau et de la Pêche
1 rue maréchal Foch
27022 EVREUX Cedex

REF. :2012-DREAL-SRE-BEMA-HL-CK

Affaire suivie par : Hervé LERICOLAIS

Tél. : 02 32 81 35 68 – Fax : 02 32 81 35 99

Courriel : herve.lericolais@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Projet de contournement sud-ouest d'Evreux

Vos services m'ont transmis pour avis le dossier de demande d'autorisation concernant le projet de contournement de la ville d'Evreux. Ce dossier appelle les remarques suivantes :

1) Avis relatif à la prise en compte des aspects relatifs à la préservation de l'eau et milieux aquatiques

1-1 Définition du projet :

Concernant les caractéristiques des équipements de traitement des eaux pluviales issues de la plateforme routière, il est indiqué que le dimensionnement a été réalisé sur la base d'une pluie d'occurrence vicennale et d'un débit de fuite de 20 l/s. Cela aboutit pour l'ensemble des bassins à une définition d'un volume à stocker. Sans surdimensionner le bassin, il peut être utile que le pétitionnaire indique le devenir des eaux en cas de pluie d'occurrence supérieure (bassin 2ter notamment) notamment par des éléments montrant que le projet n'induit pas de risques supplémentaires en cas de pluies plus importantes.

1-2 Définition de l'état initial

Le pétitionnaire a réalisé des prélèvements de sédiments sur trois stations différentes. Ces données n'étant pas datées, il convient de faire préciser les localisations et modalités de prélèvements. Le pétitionnaire a en outre choisi de ne retenir que les paramètres liés à la norme d'épandage des boues de stations d'épurations. Il aurait été plus pertinent de prendre en compte les paramètres S1 de l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux opérations de curages des



Cité administrative - 2, rue Saint-Sever
76032 Rouen cedex

Tél : 02 35 58 53 27 - Fax : 02 35 58 53 03

cours d'eau. Cela aurait permis de disposer d'un panel de substances étudiées plus large et de mieux appréhender la qualité réelle des sédiments.

Par ailleurs, concernant le protocole retenu pour ces prélèvements, et sachant que le pétitionnaire envisage d'engager un suivi de leur qualité après la mise en service de l'ouvrage, il aurait été plus approprié de réaliser les prélèvements par couple (en amont et en aval de chaque point de rejet). Or ils ont été réalisés de façon ponctuelle et non situés aux abords des futurs points de rejet, ce qui rendra l'interprétation du suivi de la qualité des sédiments difficile. Ces éléments pourront être rectifiés dans le cadre des prescriptions de l'AP loi sur l'eau.

1-3 Évaluation des impacts du projet

Le pétitionnaire s'appuie sur le référentiel SEQ Eau pour évaluer la qualité des eaux, pour des paramètres tels que le cuivre, le zinc ou le cadmium, alors qu'il aurait dû prendre en considération les NQE de l'arrêté du 25 janvier 2010. Par ailleurs, afin de s'assurer de la compatibilité du projet avec les objectifs d'atteinte du bon état des eaux au titre de la DCE, le dossier aurait dû montrer que les rejets des eaux collectées par les bassins de traitement dans l'Iton ne remettaient pas en cause l'atteinte de ces objectifs de qualité, ou tout au moins ne dégradaient pas la qualité des eaux du cours d'eau au sens de la DCE.

Les éléments du projet ne laissent pas présager de déclassement de la masse d'eau mais une vérification est utile. Le maître d'ouvrage nous a indiqué oeuvrer en ce sens en lien avec le GEA.

1-4 Mesures de compensation et compatibilité avec les orientations stratégiques du SDAGE Seine Normandie

La conception de l'ouvrage de franchissement de l'Iton impose la construction de piles qui engendreront la destruction de 550 m² de zone humide.

Les surfaces détruites étant relativement restreintes et en deçà des seuils de déclaration, la réponse à cette destruction pourrait trouver solution, en lien avec la disposition 78 du SDAGE, lors des travaux de retrait des chemins d'accès provisoires mis en place pendant les travaux, par un modelage des terrains. Cela permettrait de dynamiser localement les fonctionnalités de la zone humide (création de petites mares). Le maître d'ouvrage a également indiqué rechercher des solutions alternatives d'amélioration de zones humides sur des terrains de maîtrise foncière publique.

2) Avis relatif à la prise en compte de l'aspect biodiversité

2-1 Etude d'impact

Les études environnementales complémentaires à l'étude d'impact apportées au dossier en 2012 sont de bonne qualité. L'état initial proposé prend bien en compte les différents éléments. Ces études mettent en évidence, outre les enjeux forestiers présentés dans l'étude d'impact de 1998 des enjeux sur les milieux calcicoles ouverts et des problèmes de continuité et de fonctionnalité écologiques remettant en cause la pertinence du choix des terrains pour les boisements compensatoires, des enjeux pour la flore, notamment la flore calcicole, les reptiles, notamment le lézard des souches, les oiseaux nicheurs, les chiroptères, les insectes (avec 6 espèces remarquables de Lépidoptères, 3 d'Odonates et 7 d'Orthoptères, auxquels s'ajoutent la cigale et le lucane cerf-volant) et la gestion des espèces invasives,.

A ces enjeux, s'ajoute une problématique « espèces protégées » qui sera traitée par la procédure appropriée.

2-2 Etude des incidences Natura 2000

L'étude, réalisée en 2012 pour les sites Natura 2000 analyse les impacts et propose des mesures compensatoires. Cette étude répond donc aux attentes s'agissant des habitats et espèces de la Directive Habitats-Faune-Flore.

L'état initial est complet et l'analyse des impacts du projet sur les sites et leurs fonctionnalités est complète, notamment la prise en compte des continuités et de leur rupture est intéressante, Concernant les mesures compensatoires proposées, elles sont présentées zone par zone, ce qui est pertinent. Leurs objectifs apparaissent effectivement suffisants pour compenser les impacts du projet. Les modalités techniques et calendaires de mise en œuvre pourront être définies dans le cadre de la rédaction de l'AP.

2-3 En conclusion, concernant la prise en compte de l'aspect biodiversité :

Par ses études complémentaires, le dossier permet de disposer d'une vision globale des impacts du projet sur la biodiversité. La qualité des études complémentaires témoigne d'une volonté réelle de prise en compte de la biodiversité.

Les impacts du projet sur Natura 2000 sont bien appréhendés et compensés.

3 Avis du service ressource ,

Le service ressource de la DREAL Haute-Normandie émet **un avis favorable** au projet.

Le chef du service Ressources

Signé

Koumaran PAJANIRADJA

